

# Stand AFPS-BDSF et Palestine au festival La Belle Rouge 2017

Du vendredi 28 au dimanche 30 juillet, cinq militant(e)s AFPS 63 et BDSF 63 et un jeune visiteur palestinien d'Hébron ont participé au festival **La Belle Rouge** à St-Amant-Roche-Savine (63) <http://cie-joliemome.org/?p=5037> et tenu un stand centré sur Gaza et sur BDS (banderoles et pancartes ; table de presse, dont tracts Gaza, BDS culturel, ... ; trois pétitions pour BDS Carrefour, contre la circulaire Alliot-Marie et contre l'accord UE-Israël : 136 signatures ; distribution-collages de stickers BDSF-carte vitale ; cartes postales embargo militaire ; vente solidaire de keffiehs, savons, t-shirts BDSF; discussions et contacts, y compris avec des militant-e-s d'autres organisations locales et nationales présentes sur le festival) (voir photos).

Outre ce stand, la Palestine a été présente à plusieurs niveaux durant le festival, et notamment comme chaque année depuis Gaza-2014 ( <https://www.youtube.com/watch?v=frPg6E6T2bo> ), une des grandes banderoles de la cour du collège (lieu de restauration et de concerts) disait « Vive la résistance palestinienne » (voir photo). Pour la libération de Georges Ibrahim Abdallah et des prisonniers politiques palestiniens, un tract était disponible sur le stand de Rouge Midi ; des ouvrages BDS et Palestine en vente sur le stand du NPA. Un spectacle très fort et émouvant sur les SDF (« *Résist-tente* ») par Myriam, qui a une origine palestinienne. Et durant le magnifique Cabaret de clôture « A contre-courant » par la Compagnie Jolie Môme, on a dénoncé (entre autres) les interventions militaires (« *Etat d'urgence-sécurité-intervention-guerre* ») et « humanitaires » (pour « *qu'il n'y ait plus jamais de guerres sans amour* » !)... une belle chanson (« *Si loin, si proche* ») a été consacrée à la Palestine, et il

est rappelé dans le final que les Palestiniens résistent, avec les autres peuples du monde...

Le festival 2017 a donc une nouvelle fois rappelé aux participants (*un public nombreux, souvent jeune, militant et combatif : plus de 1.000 personnes dont 600 ayant réservé la totalité des forfaits disponibles pour les 3 jours de spectacles et débats*) l'oppression et de la résistance des Palestiniens, le mouvement BDS (t-shirts BDS dans l'assistance, présence de militants AFPS et BDSF) et l'importance de la convergence des luttes face à l'exploitation, l'injustice et la répression.



---

# Tribunal Russe pour la Palestine et BDS

Une conséquence cruciale des conclusions du TRP est le soutien au développement de la Campagne BDS – c'est-à-dire de Boycott, Désinvestissement, Sanctions contre Israël jusqu'à ce que cet Etat se conforme au droit international.

Le TRP a caractérisé la politique israélienne comme étant une politique d'apartheid et donc sujette aux sanctions ciblant tout régime d'apartheid.

Dans la synthèse des conclusions de sa troisième session, qui a eu lieu en Afrique du Sud à Cap Town entre les 5 et 7 novembre 2011 le Tribunal exhorte explicitement : *« la société civile mondiale (y compris tous les groupes et individus qui travaillent de leur mieux en Israël et en territoire palestinien occupé pour lutter contre le système de domination raciale qui y règne) à reproduire l'esprit de solidarité qui a contribué à mettre fin à l'apartheid en Afrique du Sud, notamment en conscientisant les parlements nationaux par rapport aux conclusions de ce Tribunal et en soutenant la campagne de Boycott, de Désinvestissement et de Sanctions (BDS) »*

Cette déclaration est renouvelée à plusieurs reprises dans les conclusions finales formulées à Bruxelles.

Ainsi dans une partie intitulée « Futures actions et pistes pour l'avenir. Les initiatives de la société civile » nous pouvons lire :

*« Le Tribunal renouvelle son soutien et se félicite de la campagne BDS, qui doit s'intensifier au sein de l'Union européenne et s'étendre à d'autres Etats, organisations régionales et institutions intergouvernementales »*

Et plus loin :

*« Le Tribunal promeut l'idée d'un partenariat entre les*

*organes de l'ONU et la société civile afin de faire pression sur Israël sur les questions de BDS en s'inspirant directement de l'expérience du mouvement anti-apartheid en Afrique du Sud dans les années 1970, 1980 et 1990 »*

Tout ceci me conduit à vous donner des précisions sur l'histoire, les fondements et le contenu du mouvement BDS, puis à vous expliquer que la Campagne BDS ça marche, et qu'il faut donc persévérer dans cette voie.

La campagne BDS a été lancée le 9 juillet 2005 par plus de 170 associations de la société civile palestinienne un an après la condamnation par la Cour Internationale de Justice du Mur dit *de Séparation*, condamnation restée sans suite.

Ces associations déclarent :

*« **Nous, représentants de la Société civile palestinienne,** invitons les organisations des sociétés civiles internationales et les gens de conscience du monde entier à imposer de larges boycotts et à mettre en application des initiatives de retrait d'investissement contre Israël tels que ceux appliqués à l'Afrique du Sud à l'époque de l'Apartheid. Nous faisons appel à vous pour faire pression sur vos états respectifs afin qu'ils appliquent des embargos et des sanctions contre Israël. Nous invitons également les Israéliens honnêtes à soutenir cet appel, dans l'intérêt de la justice et d'une véritable paix. Ces mesures de sanction non-violentes devraient être maintenues jusqu'à ce qu'Israël honore son obligation de reconnaître le droit inaliénable des Palestiniens à l'autodétermination et respecte entièrement les préceptes du droit international»*

Puis ces associations de la société civile palestinienne énoncent les 3 objectifs du mouvement BDS :

*« **1. Mettre fin à l'occupation et à la colonisation de toutes les terres arabes et démanteler le Mur ;***

A ce premier objectif s'est ajouté depuis 2005 l'exigence de mettre fin au blocus de Gaza.

***2. Reconnaître les droits fondamentaux des citoyens arabo-palestiniens d'Israël à une égalité absolue ; et***

***3. Respecter, protéger et favoriser les droits des réfugiés***

***palestiniens à revenir dans leurs maisons et propriétés comme stipulé dans la résolution 194 de l'ONU »***

La campagne se développe dans de nombreux pays (en Europe, en Amérique, au Japon, au Maroc, etc), y compris en Israël où le mouvement « Boycott from Within » (Boycott de l'intérieur), bien que très minoritaire, apporte une aide précieuse à la Campagne BDS.

Elle a pris son essor en France depuis l'opération « Plomb durci » contre le peuple gazaoui au cours de l'hiver 2008-2009. Le site de la Campagne BDS France est : [www.bdsfrance.org](http://www.bdsfrance.org)

La campagne se déploie selon plusieurs axes, comme c'était le cas du boycott de l'Afrique du Sud : les boycotts économique, sportif, universitaire et culturel.

Le boycott économique appelle les consommateurs ou n'importe quel organisme à ne pas se rendre complices d'une politique de violation du droit international et des droits humains en achetant des produits israéliens, qu'ils viennent des colonies de Cisjordanie ou du territoire israélien dans les frontières de 1967. Il vise aussi certaines sociétés non israéliennes qui participent directement à la répression du peuple palestinien. Parmi l'ensemble de ces cas, citons les campagnes qui ciblent les entités suivantes :

- la société Mehadrin, exportatrice de produits agricoles israéliens souvent issus des colonies,
- les magasins Séphora qui commercialisent les produits de beauté Ahava issus de la Mer Morte,
- la société qui commercialise les produits Sodastream (dont le gazéificateur),
- Keter (qui fournit du petit matériel d'équipement),
- les médicaments génériques TEVA (pour lesquels il est régulièrement fait une publicité sur France Info),
- la société anglo-danoise G4S qui équipe les prisons israéliennes de son matériel dit de sécurité,
- la société américaine Caterpillar, qui participe à la destruction du patrimoine palestinien et est complice de

l'écrasement par ses bulldozers de citoyens Palestiniens et aussi de la militante pacifiste Rachel Corrie.

D'autres campagnes visent à ce que des sociétés se désinvestissent de leurs partenariats complices de la politique coloniale israélienne.

Ainsi la société Orange, qui a conclu un partenariat avec l'entreprise israélienne Partner Communications, qui installe des antennes et relais sur des terres confisquées aux Palestiniens pour le seul bénéfice de l'armée ou des colons. Ainsi aussi Veolia qui gère une déchetterie au service des colons et a d'importants projets d'investissements en Israël.

Venons-en à présent au boycott sportif, pour attirer l'attention sur le fait qu'il dénonce notamment la politique israélienne qui consiste à empêcher le peuple palestinien de pratiquer librement les sports et à se doter des moyens nécessaires, et qui consiste aussi à emprisonner arbitrairement des joueurs récalcitrants.

Les boycotts universitaire et culturel visent quant à eux des initiatives sponsorisées par l'Etat d'Israël. Nous nous adressons aussi aux artistes qu'Israël invite à des festivals pour avoir l'air d'être un Etat très ouvert à tous les courants culturels, et nous les exhortons à ne pas accepter de servir de caution morale destinée à blanchir Israël de ses crimes. Des responsables israéliens de haut niveau avouent d'ailleurs eux-mêmes que la culture leur est très utile pour leur propagande.

**BDS remporte d'importants succès, et particulièrement au cours de la dernière période.**

Signalons la faillite en 2011 de l'entreprise d'exportation de produits agricoles Agrexco, les grosses pertes de marchés pour les entreprises Alstom, qui a construit le tramway reliant Jérusalem à des colonies, et Veolia, dont le cours de l'action a chuté, la crise de la banque franco-belge Dexia qui participe au financement des colonies ...

D'importantes sociétés de fonds de pension se désinvestissent

de sociétés israéliennes travaillant pour l'occupation, et récemment PGGM, la plus grande société de gestion de fonds de pension des Pays-Bas, a décidé de retirer l'ensemble de ses investissements de cinq grandes banques d'Israël. En Grande Bretagne, Hollande et Suisse des directions de grandes surfaces ont décidé de retirer de leurs étalages les produits des colonies, se conformant ainsi à l'esprit des lignes directrices de l'Union Européenne, aussi nommées « guidelines » entrées en application le 1<sup>er</sup> janvier 2014 et visant à proscrire tout financement et toute subvention aux sociétés travaillant pour les colonies.

Vivens, le plus gros fournisseur d'eau potable des Pays-Bas, a depuis peu mis fin à sa coopération avec Mekorot, la compagnie nationale d'eau israélienne.

Dans des pays tels que l'Afrique du Sud, la Norvège, la Grande Bretagne, les Pays Bas, de très importantes fédérations syndicales renoncent aux services et aux contrats avec des firmes internationales complices de l'occupation, telles que Veolia et G4S.

D'importantes universités ont également rompu leurs relations, notamment en Afrique du Sud ou même aux Etats-Unis. Récemment l'une des principales institutions universitaires américaines, l'American Studies Association (ASA) a invité tous ses membres à couper toutes relations de nature institutionnelle avec les universités israéliennes. Diverses églises importantes se réclamant de divers courants religieux appellent aussi à BDS.

La Campagne BDS jouit également du soutien d'artistes de renom international, qui sont de plus en plus nombreux à refuser ou à annuler des tournées en Israël, d'intellectuels et de personnalités publiques jouissant d'une grande influence, dont des membres ou des parrains du Tribunal Russell : Desmond Tutu, Roger Waters des Pink Floyds, Naomi Klein, Alice Walker, Judith Butler, John Berger, Ken Loach, Angela Davis, le cosmologue Stephen Hawking qui a refusé de participer à une conférence de haut niveau en Israël...

Avant de conclure sur les perspectives du mouvement BDS, je veux signaler 2 questions importantes qui mobilisent la Campagne BDS France, questions que je ne développerai pas pour ne pas dépasser le temps qui m'est imparti.

La première c'est notre engagement actif contre le KKL, ou Fonds National Juif, qui est un organisme paraétatique israélien qui est depuis plus d'un siècle le fer de lance de la dépossession du peuple palestinien. Les dons à l'antenne française du KKL bénéficient d'une déductibilité d'impôts, cet organisme se faisant passer pour une association d'intérêt général, écolo et de bienfaisance, et nous sommes actuellement mobilisés contre le projet du KKL France de tenir le 2 février prochain une grande journée de propagande au Palais Brongniart à Paris.

La seconde question est que la France est le seul pays où des militants de la Campagne BDS sont poursuivis en justice, ce qui est conforté par la circulaire Alliot Marie, qui assimile les actions de sensibilisation à BDS à des appels à la discrimination raciale. Nous exigeons, avec de nombreuses associations, le retrait de cette circulaire et la relaxe des militants poursuivis, ce que d'ailleurs de nombreux juges comprennent.

Et je tiens à souligner que cette situation ne nous empêche pas de développer le mouvement BDS et ne fléchit pas notre détermination.

### **Quelles sont les perspectives du mouvement BDS ?**

L'économie israélienne est certes encore forte, notamment pour ce qui concerne la vente de matériel à usage répressif, testé sur le peuple palestinien, mais la Campagne BDS progresse inexorablement. Elle entre en résonance avec d'autres causes, notamment l'antiracisme, les mouvements anti-guerre, les mouvements pour la justice sociale. Elle est porteuse de valeurs universelles.

Ce n'est pas sans raison que Netanyahu le premier ministre israélien, et d'autres ministres de ce pays ont déclaré que le mouvement BDS est une menace stratégique pour Israël. Il est



significatif aussi qu'une centaine de grands patrons israéliens, redoutant le succès des appels au boycott, lancent un appel pour la paix avec les Palestiniens. Quand de son côté Omar Barghouti, co-fondateur de la Campagne BDS, pose la question « L'année 2014 verra-telle un tournant décisif pour la Campagne BDS ? », nous accueillons ce propos avec optimisme.

L'année 2014 a été déclarée année de la Palestine par décision de l'ONU. Nous veillerons à ce qu'elle soit en même temps l'année de BDS. Les régimes d'apartheid ne durent pas jusqu'à la fin des temps. L'Etat d'Israël fait et continuera de tout faire pour essayer de réduire le développement de BDS et pour vider de leur substance des mesures telles que les lignes directrices de l'Union Européenne.

Nous continuerons de nous y opposer résolument. Nous continuerons nos activités militantes avec enthousiasme, parce que les droits des peuples et la vraie justice sont de notre côté.

**L'apartheid a été vaincu en Afrique du Sud, il le sera aussi en Palestine et Israël !**

Jean-Guy Greilsamer, militant de la Campagne BDS France



---

## **BDS, un engagement politique**

# majeur pour une paix juste entre Palestiniens et Israéliens !

D'autres articles du dossier portent sur les fondements juridiques de BDS (Maître Gilles Devers), sur son extension au domaine universitaire et scientifique (Ivar Ekeland), sur la comparaison avec le boycott de l'Afrique du Sud à l'époque de l'apartheid (Pierre Lafrance), sur l'efficacité économique de la Campagne BDS, sur l'étiquetage frauduleux « *Made in Israël* » des produits des colonies (René Backman), sur une condamnation de la société TEVA et sur les sources documentaires sur la Campagne BDS

## **BDS, un engagement politique majeur pour une paix juste entre Palestiniens et Israéliens !**



Ainsi que l'a souligné le numéro 47 d'octobre/novembre/décembre 2012 du Courrier du CVPR, la reconnaissance à l'ONU le 29 novembre 2012, par une large majorité d'Etats, de la Palestine comme « Etat non membre observateur »

a été une avancée historique pour le peuple palestinien et ses amis.

Mais très rapidement l'Etat d'Israël avait annoncé des mesures de représailles : nouveaux programmes de constructions de logements dans les colonies de Cisjordanie et à Jérusalem Est, et gel des taxes douanières dues au peuple palestinien. Et une fois de plus, ces mesures n'ont suscité de la part des Etats occidentaux que des protestations purement verbales.

Face à cette situation, et face aux relances périodiques de « processus de paix » basés sur des « négociations sans conditions », une observation de bon sens s'impose : tant que l'Etat israélien bénéficiera d'une très large impunité sur la

scène internationale, il continuera sa politique de colonisation, d'apartheid et d'épuration ethnique contre le peuple palestinien.

En même temps, toute politique pour mettre fin à cette impunité ne peut être légitime que si elle est partagée par le peuple palestinien lui-même et si elle répond à des critères politiques moraux. Il est hors de question de décider des sanctions qui ne soient pas approuvées par le peuple palestinien ou qui s'en prennent à l'ensemble de la population juive israélienne.

### **Naissance de BDS**

C'est dans ce contexte qu'est né le mouvement BDS : Boycott, Désinvestissement, Sanctions contre l'Etat d'Israël jusqu'à ce qu'il se conforme au droit international.

Le 9 juillet 2005, un an après la condamnation par la Cour Internationale de Justice du Mur dit de Séparation, condamnation restée sans suite, 172 associations de la société civile palestinienne ont lancé la campagne BDS.

Elles déclarent :

« Nous, représentants de la Société civile palestinienne, invitons les organisations des sociétés civiles internationales et les gens de conscience du monde entier à imposer de larges boycotts et à mettre en application des initiatives de retrait d'investissement contre Israël tels que ceux appliqués à l'Afrique du Sud à l'époque de l'Apartheid. Nous faisons appel à vous pour faire pression sur vos états respectifs afin qu'ils appliquent des embargos et des sanctions contre Israël. Nous invitons également les Israéliens honnêtes à soutenir cet appel, dans l'intérêt de la justice et d'une véritable paix. Ces mesures de sanction non-violentes devraient être maintenues jusqu'à ce qu'Israël honore son obligation de reconnaître le droit inaliénable des Palestiniens à l'autodétermination et respecte entièrement les préceptes du droit international en :

1. Mettant fin à son occupation et à sa colonisation de toutes

les terres arabes et en démantelant le Mur ;  
2. Reconnaisant les droits fondamentaux des citoyens arabo-palestiniens d'Israël à une égalité absolue ; et  
3. Respectant, protégeant et favorisant les droits des réfugiés palestiniens à revenir dans leurs maisons et propriétés comme stipulé dans la résolution 194 de l'ONU. »

Cette campagne se développe dans de nombreux pays (en Europe, en Amérique, au Japon, au Maroc, etc), y compris en Israël où le mouvement « Boycott from Within » (Boycott de l'intérieur), bien que très minoritaire, apporte une aide précieuse à la Campagne BDS.

Elle a pris son essor en France depuis l'opération « Plomb durci » contre le peuple gazaoui au cours de l'hiver 2008-2009.

Elle est soutenue par le Tribunal Russell sur la Palestine, tribunal de conscience international regroupant d'éminents experts et personnalités et dont notre regretté ami Stéphane Hessel était président d'honneur. Ce tribunal a conclu lors de sa session du Cap en novembre 2011 que l'Etat d'Israël était coupable du crime d'apartheid tel que défini dans le droit international

### **Les axes de la campagne**

La campagne se déploie selon plusieurs axes. Le boycott économique appelle les consommateurs à ne pas se rendre complices, même involontairement, d'une politique de violation du droit international et des droits humains en achetant des produits israéliens. Des campagnes visent la société Mehadrin, exportatrice de produits agricoles israéliens souvent issus des colonies, les magasins Séphora qui commercialisent les produits de beauté Ahava issus de la Mer Morte, les produits Sodastream (gazéificateur), Keter (petit matériel d'équipement), les médicaments génériques TEVA ...

La campagne « Carton rouge pour Israël » cible l'Euro « Espoirs » 2013 de football, dont les finales sont prévues en Israël alors que cet Etat empêche le peuple palestinien de

pratiquer librement les sports.

Les boycotts universitaire et culturel visent des initiatives sponsorisées par l'Etat israélien. Nous nous adressons aussi aux artistes qu'Israël invite à des festivals pour avoir l'air d'être un Etat très ouvert à tous les courants culturels, et les exhortons à ne pas accepter de servir de caution morale destinée à blanchir Israël de ses crimes.

BDS remporte des succès. Des entreprises sont mises en difficultés : faillite de l'entreprise d'exportation de produits agricoles Agrexco, grosses pertes de marchés pour les entreprises Alstom (qui a construit le tramway reliant Jérusalem à des colonies) et Véolia (également impliquée dans ce tramway et gérant en Cisjordanie deux lignes de bus au service des colons et une déchetterie), crises de la banque Dexia ... Des sociétés de fonds de pension se désinvestissent de sociétés israéliennes travaillant pour l'occupation. Des artistes (musiciens, cinéastes, dramaturges ...), des écrivains et des personnalités scientifiques refusent d'être complices de l'apartheid israélien – ainsi récemment le cosmologue britannique Stephen Hawking, de renommée internationale, a annulé sa venue en Israël pour une conférence de haut niveau.

L'économie israélienne est certes encore forte, notamment pour ce qui concerne la vente de matériel à usage répressif, testé sur le peuple palestinien, mais la Campagne BDS progresse inexorablement dans l'opinion publique. Elle entre en résonance avec d'autres causes, notamment l'antiracisme et les mouvements anti-guerre. Elle révèle concrètement la vérité sur ce qu'est la politique d'Israël. Elle contribue à isoler cet Etat et à rompre l'isolement du peuple palestinien.

Elle est une campagne civique, citoyenne et non-violente, qui fait pression sur les Etats pour qu'ils prennent les responsabilités qui leur incombent pour faire respecter le droit international.

Jean-Guy Greilsamer, coprésident de l'Union Juive Française

# Le Comité palestinien BDS soutient la mobilisation “Mehadrin Dégage”

Palestine occupée, 14 juin

Le Comité national palestinien BDS (BNC), la plus large coalition de syndicats, campagnes, ONG et partis politiques palestiniens qui représente la référence palestinienne pour le mouvement global de boycott, désinvestissements et sanctions, soutient pleinement la mobilisation qui aura lieu [en France les 28-29 juin 2013 contre Méhadrin](#), la première entreprise agroalimentaire israélienne exportatrice qui est profondément complice de l'occupation d'Israël et des colonies illégales.

Les boycotts des produits agricoles israéliens et les campagnes contre les entreprises agroalimentaires israéliennes exportatrices ont été un élément clé du mouvement BDS, en particulier en Europe. La production agricole est une des exportations israéliennes vers l'Europe les plus importantes et les plus visibles. La Coalition française contre Agrexco a joué un rôle central dans la campagne européenne contre Agrexco, et fut un facteur majeur dans l'effondrement de l'entreprise en 2011.

La complicité incessante des entreprises agroalimentaires israéliennes exportatrices dans la destruction de l'agriculture palestinienne et le potentiel d'une mobilisation de masse efficace contre l'agro-industrie israélienne ont conduit toutes les organisations agricoles palestiniennes à

lancer un appel pour une nouvelle série d'actions de la société civile contre les entreprises agroalimentaire israéliennes le 9 février de cette année. La brochure qui accompagnait l'appel, « Cultures d'injustice », montre qu'alors qu'Agrexco n'est plus un acteur majeur, des entreprises agroalimentaires israéliennes continuent d'opérer sur la terre palestinienne volée, en se servant de l'eau palestinienne volée et sont constitutives de l'occupation et de la colonisation israéliennes ininterrompues.

[Appelant à une interdiction totale du commerce avec les compagnies israéliennes complices des crimes d'Israël](#), les organisations agricoles et de fermiers palestiniennes ont déclaré :



*« La contribution la plus honnête et la plus efficace à notre lutte et à notre développement durable est de nous aider à briser les chaînes de la dépendance en exigeant que les sociétés israéliennes rendent des comptes et en travaillant avec nous pour que nous puissions exporter dans le monde via des compagnies socialement responsables et se conformant au droit international. »*

A travers l'Europe, des groupes de la société civile mènent des actions en solidarité avec les fermiers palestiniens et en opposition au commerce européen avec les entreprises agroalimentaires israéliennes exportatrices. L'objectif des militants est de mettre en évidence la complicité de ces entreprises et de faire pression sur davantage de détaillants pour qu'ils suivent l'exemple de la chaîne de supermarché britannique Co-Operative, qui refuse de faire du commerce avec

les entreprises agroalimentaires israéliennes qui opèrent dans les colonies israéliennes illégales. Bien que limité jusqu'à présent à l'étiquetage, des gouvernements commencent à agir pour modifier leur politique en matière de commerce avec des entreprises opérant dans les colonies, montrant l'impact que la pression des organisations de la base issues du mouvement BDS commence à avoir.

Nous saluons nos partenaires des réseaux français de solidarité, syndicats et ONG qui organisent cette mobilisation à grande échelle contre Mehadrin. Le BNC espère que cette mobilisation sera un succès et que les défenseurs des droits de l'homme et de la lutte palestinienne contre l'apartheid de toute la France s'y joindront. Alors que le mouvement BDS continue de croître, persuadant artistes, entreprises et institutions de modifier leurs attitudes envers le régime israélien d'occupation, de colonisation et d'apartheid, travaillons ensemble pour faire en sorte que cette mobilisation soit une étape décisive vers la construction d'une campagne forte et visible en solidarité avec les fermiers palestiniens et contre Mehadrin en France.

Comité national palestinien BDS

---

## **Les Palestiniens : un peuple que l'occupant aimerait tant pouvoir oublier**

Lors des dernières élections israéliennes, aucun parti sioniste n'a voulu parler de la Palestine, comme si les lieux communs habituels (« Nous n'avons pas de partenaire pour la paix », « Les Palestiniens veulent continuer la Shoah et jeter



les Juifs à la mer » ...) faisaient consensus.

Les sionistes ont eux-mêmes détruit leur projet historique : un Etat juif « ethniquement pur » ou en tout cas largement hégémonique. Il y a aujourd'hui 50% de Palestiniens entre Méditerranée et Jourdain. Le projet historique du sionisme (le « transfert », c'est-à-dire l'expulsion des Palestiniens au-delà du Jourdain), ne semble plus possible, sauf guerre généralisée. Alors comment maintenir la domination ? Fragmenter la Palestine, la transformer en bantoustans éclatés. L'apartheid s'officialise. Comme une telle situation est difficile à terme à gérer, il est vital pour l'occupant d'internationaliser la guerre.

### **Les révolutions arabes : un processus inachevé**

Quand Moubarak est tombé, les dirigeants israéliens ont eu peur. C'est l'époque où l'ancien ambassadeur israélien au Caire Zvi Mazel déclarait : « les révolutions arabes, une catastrophe pour les Juifs ! ». Jusque-là, vis-à-vis du monde arabe, les dirigeants israéliens étaient les meilleurs élèves de l'impérialisme américain dans le cadre du « choc des civilisations » et de la « guerre du bien contre le mal », le mal étant bien sûr les Arabes et plus généralement les musulmans.

En même temps, depuis l'arrivée des premiers colons sionistes, il y a toujours eu des accords avec des dirigeants arabes « compréhensifs » : dès le début du XXe siècle, des féodaux absents ont vendu leurs terres aux sionistes, provoquant l'expulsion des métayers palestiniens. Dans les années 30, les souverains hachémites (la future Jordanie) ont signé avec les dirigeants sionistes un plan de partage de la Palestine. En 1948, les armées des Etats arabes se sont battues pour leur propres intérêts et jamais pour les Palestiniens. D'ailleurs la Jordanie a annexé Jérusalem et la Cisjordanie tandis que l'Egypte annexait Gaza. Ils n'ont pas songé à la création d'un Etat palestinien. En 1970, le roi Hussein de Jordanie a écrasé

les Palestiniens (septembre noir, 30000 morts) avec une aide militaire israélienne décisive. Pendant la guerre du Liban, les Israéliens se sont alliés aux Phalangistes pour écraser l'OLP (Sabra et Chatila). La Syrie de Assad, l'Irak de Saddam et la Lybie de Kadhafi ont voulu « domestiquer » l'OLP et leurs tueurs se sont spécialisés dans la liquidation de ses militants. L'Egypte de Sadate a signé une paix séparée avec Israël pour mieux abandonner les Palestiniens.

Moubarak était devenu le prototype du collabo, poussant l'Autorité Palestinienne à capituler et faisant construire des herse pour couper les tunnels à Gaza. Sa chute a été une rude perte pour le sionisme.

Tout d'un coup, les Arabes décrits quotidiennement comme des « terroristes » et des « intégristes » fanatiques sont descendus dans la rue pour revendiquer la justice sociale, la fin de la dictature et de la corruption ou la dignité.

Seulement voilà, les révolutions arabes sont inachevées. Les capitalistes, les affairistes et la nomenclature militaire se sont reconvertis sans problème dans le soutien à des partis islamistes et bourgeois (frères musulmans en Egypte, Ennahda en Tunisie ...). Le seul modèle épargné par les révolutions (à l'exception de Bahreïn), ce sont les régimes féodaux, esclavagistes, patriarcaux, ultracapitalistes et pourris de fric des monarchies du Golfe. Avec ceux-là, les dirigeants israéliens ne se sentent pas menacés. Israël et les monarchies du Golfe sont les deux pièces maîtresses qui permettent à l'impérialisme américain de tenir le Proche-Orient.

En Egypte, le nouveau pouvoir a un peu desserré le blocus de Gaza, mais à peine. Ce territoire reste toujours une « entité hostile » où la « communauté internationale » a sanctionné collectivement tout un peuple coupable d'avoir « mal » voté. Jamais il n'a été question de revenir sur les accords de paix Begin-Sadate de 1979. Même quand cinq policiers égyptiens ont été tués par l'armée israélienne (août 2011) et qu'en riposte,

l'ambassade israélienne au Caire a été attaquée par des manifestants, les relations diplomatiques ont été maintenues, même pas gelées.

La Jordanie qui a aussi « normalisé » ses relations avec Israël après les accords d'Oslo, a un traité commercial toujours très actif avec son voisin. Certes le régime a été ébranlé par des manifestations, des grèves et des émeutes dans un pays où la moitié de la population est palestinienne mais sa politique de collaboration reste inchangée.

### **Syrie, Iran ou comment internationaliser la guerre.**

Le régime syrien n'a tiré aucun coup de feu contre Israël depuis 1973. Pendant la guerre civile du Liban, les régimes israéliens et syriens ont partagé le pays en zones d'influence. Le symbole de cette alliance implicite, c'est en 1983 l'encerclement d'Arafat dans le Nord du Liban entre l'armée syrienne et les vedettes israéliennes. En Syrie, les camps palestiniens ont été confiés à des organisations totalement inféodées au régime : la Saïka et le FPLP-commandement général d'Ahmed Jibril.

Dès le début de la guerre civile en Syrie, la grande majorité des Palestiniens de Syrie s'est rangée dans le camp de la révolution. Le dirigeant du Hamas Khaled Mechaal a rompu avec le régime et a quitté Damas. Le camp de Yarmouk (plus de 100000 habitants dans la banlieue de Damas) s'est révolté et a été plusieurs fois bombardé ou occupé par les troupes du régime.

Pour Israël, la guerre civile en Syrie est une bénédiction. Comme ils l'ont déjà fait pour l'Irak ou la Libye, les dirigeants israéliens poussent à une intervention militaire occidentale en Syrie. La propagande sioniste déverse régulièrement la même propagande : « pourquoi parle-t-on sans arrêt des Palestiniens alors qu'on laisse des dizaines de milliers de Syriens se faire massacrer sans intervenir ? »

Cette « solidarité » avec le peuple syrien est tout à fait bidon. L'intérêt israélien, c'est que cette guerre se poursuive sans vainqueur, cela permet en plus d'oublier la Palestine. Parmi les révolutionnaires syriens, il y a des dirigeants de gauche qui ont toujours manifesté un soutien sans faille à la cause palestinienne. C'est contre eux qu'Hafez al-Assad (le père de Bachar) avait réussi son coup d'Etat en 1970.

Sur la question iranienne, l'attitude israélienne est un peu la même. Le régime d'Achmédinejad est une théocratie brutale et meurtrière, haïe dans la région à cause des antagonismes sunnites/chiïtes et perses/arabes. Sur la question nucléaire, on est en plein délire. D'un côté l'Iran aurait, peut-être mais ce n'est pas sûr, les moyens, un jour, d'avoir la bombe atomique. Or il a signé le traité de non-prolifération. C'est un « menteur » et il est donc licite de déclencher la pire guerre contre lui. En face, Israël possède, de façon notoire 200 têtes nucléaires. Le pays s'est même permis d'emprisonner pendant 20 ans Mordechaï Vanunu qui avait donné des précisions sur le nucléaire israélien. Mais le pays n'a pas signé le traité de non-prolifération et il appartient à « l'axe du bien ». Du coup, la « communauté internationale » est bien silencieuse sur les menaces répétées « d'attaque préventive » israélienne contre les centrales iraniennes, attaque qui mettrait à feu et à sang la région. Chaque fois qu'on vote en Israël, les politiciens font campagne sur une attaque contre l'Iran. Le seul débat qui existe dans la classe politique israélienne se situe entre ceux qui sont prêts à attaquer quoi qu'il arrive et ceux qui ne veulent le faire qu'avec l'appui américain. Jusque-là Obama était réticent. Il semble qu'il se rallie à ce projet d'attaque et même qu'il cherche à convaincre la Jordanie et l'Arabie Saoudite d'ouvrir leur espace aérien. Conséquence supplémentaire d'une telle attaque si elle avait lieu : la mise en danger des Juifs iraniens. Ils ne sont plus que 30000. Ils voyagent (y compris en Israël) et ont un député censé les représenter au Majlis (le Parlement

iranien). Mais les sionistes n'ont jamais hésité à mettre en danger les Juifs pour les pousser à l'émigration vers Israël.

### **Fatah et Hamas dans l'impasse**

La Palestine n'a pas d'Etat, mais elle a deux gouvernements rivaux. Fatah comme Hamas tirent leur légitimité de la résistance à l'occupant mais l'un comme l'autre ont été piégés par l'occupant en exerçant une forme de pouvoir qui n'a plus rien à voir avec le rêve d'un Etat palestinien.

Pendant des années, l'Autorité Palestinienne a accepté tous les diktats (Camp David, Taba, Annapolis, la feuille de route, le quartet ...) qui étaient de sinistres plaisanteries où l'Etat d'Israël avec son compère américain exigeait une capitulation palestinienne sur les revendications essentielles. En même temps, l'Autorité Palestinienne a accepté de jouer le seul rôle que lui ont dévolu les accords d'Oslo : celui d'assurer la sécurité de l'occupant. Depuis des années, l'Autorité Palestinienne déploie toute son énergie à combattre le Hamas au point d'avoir été étrangement silencieuse pendant le massacre de *Plomb Durci* à Gaza (2008-2009). Certains n'hésitent pas à la considérer comme une instance purement « collabo ». C'est sans doute exagéré mais sa raison d'être n'a rien d'évident d'autant qu'elle n'a même pas tout le pouvoir sur un territoire réduit à des bantoustans éclatés non-viables.

L'essentiel de l'économie palestinienne a été détruit par l'occupation. L'Autorité Palestinienne redistribue une manne financière importante venue de l'étranger à des dizaines de milliers de fonctionnaires et à leurs familles. Dans ce cadre-là, la corruption et le clientélisme sont inévitables. Depuis des années, sans aucune légitimité électorale, Salam Fayyad est le Premier ministre palestinien. Cet homme du FMI s'est acharné à donner la « bonne » gouvernance voulue par l'Occident : transformer Ramallah en une « bulle » couverte de grands hôtels et montrer qu'on peut faire des affaires sous

occupation, sans Etat palestinien ni souveraineté. Ce fantasme de faire des affaires juteuses au Proche-Orient sans jamais chercher à résoudre ce qui est à l'œuvre (occupation, colonisation, apartheid) avait déjà surgi au moment des accords d'Oslo. Fayyad (haï par le Hamas) était considéré comme l'obstacle à une réunification palestinienne. Il a démissionné mais, alors que cette question est fortement voulue par la population, la réunification de la Palestine n'est toujours pas à l'ordre du jour.

Il existe d'authentiques résistants à l'intérieur du Fatah comme le prisonnier Marwan Barghouti. Il existe des groupes de lutte armée proches du Fatah. Mais c'est une bourgeoisie pro-occidentale et sans perspective qui continue de diriger le parti.

À Gaza, la situation n'est pas si différente. La population qui souffre énormément à cause du blocus et des incursions israéliennes meurtrières, a pu survivre grâce aux tunnels. Ces tunnels et la mainmise sur les seules formes de commerce qui ont pu survivre, ont enrichi de façon insolente quelques dizaines de familles proches du pouvoir. Le Hamas a pu briser l'isolement. Lors de la dernière grande attaque israélienne (novembre 2012), le ministre des affaires étrangères tunisien et le Premier ministre égyptien sont venus à Gaza. Les relations avec le Qatar sont bonnes et l'argent arrive. Le Hamas au pouvoir n'hésite pas à réprimer les autres partis (arrestations, manifestations interdites). Son côté « résistant » s'estompe au profit de son côté « islamiste ». Ainsi le marathon de Gaza été interdit, il y avait trop de femmes inscrites. Le régime a comme perspective principale sa propre survie ... alors que le statu quo est insupportable.

L'admission de la Palestine comme « Etat non membre » à l'ONU aura juste montré qu'Israël ne peut plus « faire disparaître » la Palestine ou qu'une majorité de pays supporte mal cet Etat voyou. L'idée d'une solution diplomatique « à froid » et sans lutte n'est pas réaliste. Sur le terrain, rien n'a changé et

les deux grands partis palestiniens n'ont pas de perspective.

## **La résistance et le BDS**

On aurait tort de limiter la société palestinienne au Fatah ou au Hamas. Il y a de très nombreuses associations dans tout le pays : des associations de producteurs (oliviers, céramique, artisanat ...), des associations défendant les droits de l'homme, défendant les pauvres, assurant des formes de redistribution. Des associations gérant les camps de réfugiés, des associations de femmes (notamment contre les violences), des syndicats dont la plupart sont indépendants de l'Autorité Palestinienne, des comités populaires sur tout le tracé du mur de l'apartheid luttant contre les confiscations des terres, les arrachages d'oliviers et les destructions de maisons, des associations d'aide juridique, des associations défendant les prisonniers en lutte contre l'isolement, la torture ou la détention administrative.

Cette résistance est non-violente ou plutôt non armée. Elle est animée par les comités populaires. En fait, les Palestiniens ont tout essayé : la lutte armée, la diplomatie, la négociation. Cette résistance se concentre dans toutes les zones attaquées par le mur et les colonies. Elle subit une violence extrême de la part de l'occupant. En quelques années, les manifestant-e-s pacifiques ont eu plus de 40 mort-e-s.

En 2005, 172 associations de la société palestinienne, constatant l'impunité des dirigeants israéliens et la complicité des occidentaux avec le rouleau compresseur de la colonisation sioniste, ont lancé un appel mondial au BDS (boycott, désinvestissement, sanctions) contre l'Etat d'Israël sur trois revendications : l'égalité des droits, la fin de l'occupation et de la colonisation, le droit au retour des réfugiés palestiniens. Cet appel est une réponse à la fragmentation de la société palestinienne qui est à l'œuvre et à la division de la Palestine (Cisjordanie, Jérusalem, Gaza, Palestiniens d'Israël, réfugiés ...) en des entités qui

subissent toutes des formes différentes d'oppression.

Le jugement du tribunal Russell considérant que l'Etat d'Israël est un Etat d'apartheid qui pratique un sociocide vis-à-vis des Palestiniens a donné une base juridique à cet appel.

Le BDS est multiforme. Il y a bien sûr un BDS économique qui s'en prend à toutes les firmes israéliennes. Sont particulièrement visées la compagnie Agrexco (qui exportait les fruits et légumes vers l'Europe) qui a fait faillite et son successeur Mehadrin qui commercialise les pamplemousses Jaffa, les avocats Carmel ... D'autres produits israéliens de consommation courante se retrouvent dans nos magasins : Sodastream, les médicaments Teva ...

Il y a le BDS académique. Toutes les universités israéliennes participent activement à la colonisation et à l'industrie de l'armement. Dans cette économie de start-up, les universités font partie du complexe militaro-industriel. Il est significatif que le mouvement israélien « boycott de l'intérieur » regroupe des universitaires anticolonialistes. Même s'il est difficile d'obtenir en France une rupture des relations avec les universités israéliennes, il faut mener cette bataille. Dans les pays anglo-saxons, de nombreuses assemblées d'étudiant-e-s ont voté pour une telle rupture. Très récemment, l'astrophysicien Hawking a renoncé à une conférence en Israël.

Il y a le BDS culturel. Il s'agit d'inciter de nombreux artistes internationaux à renoncer à aller se produire en Israël et certains l'ont fait. On ne boycotte pas individuellement des cinéastes, écrivains ou chanteurs israéliens. On les boycotte dès que leur venue est parrainée par l'ambassade ou le consulat d'Israël.

Il y a le BDS sportif. Des manifestations ont lieu chaque fois qu'une équipe israélienne vient en Europe. Les Israéliens ont



pulvérisé les installations sportives palestiniennes. Ils ont détenu et torturé sans jugement le footballeur Mahmoud Sarsak. Dans ces conditions, de nombreuses manifestations ont lieu contre l'Euro de football des moins de 21 ans en Israël. Rappelons-nous que l'expulsion de l'Afrique du Sud des jeux olympiques avait été décisive dans la décision de rompre avec l'apartheid.

Il y a le boycott syndical. Le syndicat israélien Histadrout est raciste. Il défend dans ses statuts le « travail juif » et ne syndique pas les Palestiniens ou les nombreux travailleurs immigrés (Asie du sud-est, Afrique de l'Est ...) qui travaillent en Israël. Il a escroqué des centaines de milliers de travailleurs palestiniens qui ont dû cotiser chez lui et n'ont jamais reçu ni protection sociale, ni retraite. Son expulsion des instances syndicales internationales est une nécessité.

Le BDS a remporté de nombreux succès : la faillite d'Agrexco, les lourdes pertes financières de Veolia qui a construit le tramway de Jérusalem, le gel des relations avec divers pays (Venezuela, Bolivie, Turquie ...) avec Israël, les décisions de nombreux syndicats ou universités de rejoindre le boycott, les pétitions d'artistes, de scientifiques ou de sportifs.

Pour l'instant, bien sûr, l'économie israélienne qui est une économie de « start-up » est peu affectée. Mais l'image du pays est très atteinte. N'oublions pas que 15% des Juifs israéliens vivent hors d'Israël et qu'ils sont très sensibles à ce qui se dit. Ce pays qui est très mondialisé ne parvient plus à se présenter comme un pays « normal ». Des films et des livres décrivant l'apartheid quotidien sont de plus en plus diffusés. Israël est rattrapé par un changement de l'opinion mondiale et par le syndrome sud-africain. Il faudra sûrement du temps pour que cette évolution se traduise en un affaiblissement politique et économique. Mais les choses sont en route.

**Quelle issue ?**

Le sionisme depuis plus d'un siècle fonctionne par le fait accompli et la légalisation ultérieure du fait accompli. Une majorité de l'opinion israélienne espère toujours que les Palestiniens deviendront les indigènes du Proche-Orient, résignés et incapables de réclamer leurs droits.

C'est de façon délibérée que l'occupant a totalement détruit le compromis très inégalitaire qui avait abouti aux accords d'Oslo. Pour créer un Etat palestinien sur 22% de la Palestine historique (Cisjordanie, Jérusalem-Est et Gaza), il faudrait que les 600000 Israéliens établis dans ces territoires s'en aillent ou acceptent de devenir citoyens palestiniens. On ne voit pas le gouvernement israélien qui tenterait d'y parvenir.

Dans les faits, la « ligne verte » (la frontière d'avant 1967) a totalement disparu. Il faut une carte française pour réaliser que l'autoroute Tel-Aviv-Jérusalem traverse les territoires occupés ou que l'usine Ahava (la plus grande usine de cosmétiques au bord de la Mer Morte) est en Cisjordanie. Le mur qui balafre la Cisjordanie ampute la Palestine d'une large partie de ses terres. La division du territoire en zones ayant toutes des statuts différents (zones A, B et C, Jérusalem ...) accentue la « bantoustanisation ». Les colonies ne pillent pas seulement la terre et l'eau. Elles encerclent les villes palestiniennes dans le cadre d'une « colonisation spatiale ». Avec les routes de contournement pour colons, les check-points, les blocs de colonies qui isolent les agglomérations palestiniennes, les « zones franches » où les capitaux sont israéliens et la force de travail palestinienne, il est clair qu'un Etat palestinien n'est pas viable. D'ailleurs, quelle serait sa capitale ? Une bonne partie du « grand Jérusalem » a été confisquée par les colons et les quartiers palestiniens sont attaqués et « judaïsés » à marche forcée.

Les Occidentaux qui soutiennent à bout de bras la colonisation sioniste parce que l'Etat d'Israël, tel qu'il est, correspond totalement à leur rêve, feignent de réaliser tout d'un coup que la solution « deux peuples, deux Etats » n'est plus

viable. De temps en temps, des diplomates américains ou certains Israéliens prennent conscience du caractère suicidaire (pour Israël) d'une voie choisie qui tourne le dos à un Etat palestinien.

De fait, l'Etat juif voulu par Herzl n'est plus ethniquement pur. Le « transfert » des Palestiniens est irréalisable. Alors, l'apartheid s'institutionnalise. C'est en multipliant les discriminations à la possession de la terre, au logement, au travail, à l'espace, au droit de se déplacer ... que le système perdure. On est arrivé de fait à une situation de lutte pour l'égalité des droits sur un espace unique où les deux populations, la dominante et la dominée, sont inextricablement mélangées.

Bien sûr, l'écrasante majorité des Israéliens est persuadée que, sans « Etat juif », ils seront jetés à la mer. Le sionisme, c'est une théorie coloniale de la séparation qui décrète qu'un Juif ne doit pas et ne peut pas vivre avec « l'autre ». Sauf que la séparation est devenue impossible.

Il a fallu des décennies aux Noirs du Sud des Etats-Unis ou d'Afrique du Sud pour démolir en partie le système et les lois d'apartheid.

Les Palestiniens n'en sont qu'au début de leur lutte anti-apartheid. Contre eux les Israéliens essaient tout : falsifier l'histoire, agiter l'antisémitisme, fragmenter la Palestine, rendre la vie impossible aux Palestiniens.

Israël est dirigé durablement par une coalition de style OAS/intégriste. La partie « européenne » de la population s'inquiète et sent bien qu'une domination sans limite n'est pas possible mais elle semble incapable d'infléchir la voie choisie.

L'issue la plus probable et en tout cas la plus souhaitable à terme reste le démantèlement du sionisme et l'égalité des droits pour tous les habitants de la région. Il est cocasse de

constater que les dirigeants israéliens eux-mêmes ont éliminé les autres solutions.

**Pierre Stambul (12 mai 2013)**

---

# **Agrexco, une victoire du BDS européen**

**Compte rendu de l'atelier BDS France des 14/15 janvier 2012 à Lyon**

(1<sup>re</sup> partie : Quelques enseignements de la bataille contre Agrexco. (José Luis Moraguès BDSF)

(2<sup>ème</sup> partie : Dimension européenne de la campagne BDS contre Agrexco (Michaël Deas – BNC)

texte non remis.

**QUELQUES ENSEIGNEMENTS DE LA CAMPAGNE CONTRE AGREXCO EN France :**

Pour comprendre le succès de la CCA en France il faut prendre en compte 3 éléments majeurs.

1 – Le Contexte international et Régional (Languedoc Roussillon)

2 – La pertinence de l'Appel du BNC

3 – L'implication directe du BNC dans la bataille

Et vous allez me dire et nous alors on n'a rien fait ? Si bien sûr mais le mérite de la CCA et de tous ceux et celles qui ont participé aux diverses actions locales ou nationales, notre mérite c'est celui d'avoir compris très vite, dès mars 2009 l'importance stratégique de l'Appel du BNC, de l'avoir adopté et de l'avoir soutenu et appliqué contre vents et marées, contre toutes les tentatives de sabotage externes et les entraves internes à la CCA.

C'est ce qui me fait dire avec enthousiasme que la victoire contre Agrexco, c'est d'abord et surtout la victoire des choix politiques du BNC.

## **1 – Le Contexte international/national et Régional (Languedoc Roussillon)**

Le contexte international est celui de l'après-Gaza. Gaza a été tout à la fois le révélateur, le déclencheur et la force de révolte qui a donné naissance au BDS en France.

**Gaza a révélé** à ceux qui en doutaient encore que le processus de paix issu des accords d'Oslo a été utilisé par Israël comme un moyen pour développer la colonisation, l'occupation et l'apartheid. Gaza a révélé qu'Israël ne veut pas la paix et qu'il n'y a pas de compromis historique possible dans ces conditions.

Face à cette impasse incontestable (à chaud du moins), la majeure partie du mouvement de solidarité s'est tourné vers l'appel BDS qui ne l'oublions pas attendait depuis 2005 qu'on s'en empare !

Gaza a fourni la révolte, l'énergie et les forces qui ont trouvé dans les actions de boycott un débouché logique et

cohérent aux mobilisations de la Guerre contre Gaza. Ça c'est le contexte international et national.

Sur le plan régional 3 éléments marquant :

- **Une cible indéfendable** : G. Frêche tout frétilant de la « victoire israélienne » contre Gaza a annoncé sa volonté de faire d'Israël le partenaire privilégié de la Région en accueillant Agrexco à Sète. Remercions le, car d'un seul coup il nous a offert en une seule cible : Israël et Agrexco.
- **La personnalité sioniste de G. Frêche**, détestable et détesté pour des tas d'autres raisons.
- **Et les élections régionales en avril 2010**, avec cerise sur le gâteau une opposition à Frêche de l'extrême gauche à y compris le PS « officiel ». Ce qui explique les nombreuses adhésions à la CCA qui était opposée au projet Régional de G. Frêche.

La mise en synergie de ces deux contextes a permis le développement rapide et dans l'action de la CCA. Rappelons aussi que 6 mois à peine après la création de la CCA, BDSF sortait une affiche et faisait de la campagne contre Agrexco sa campagne principale de boycott.

Ce contexte politique et idéologique favorable a facilité la mise en œuvre de l'appel BDS du BNC.

## **2 – La pertinence de l'Appel du BNC**

Je ne retiendrais ici que trois traits caractéristiques de cet appel :

- 1- Le « dialogue » a échoué, on passe à l'attaque !
- 2- La cible c'est Israël, en tant qu'état raciste et

d'apartheid et tous ses représentants.

3 – C'est avant tout dans chaque pays que les sociétés civiles doivent se battre contre Israël et ses complices.

### **1- Le « dialogue » a échoué, on passe à l'attaque !**

Même si ce n'est pas dit explicitement, cet appel s'inscrit en faux contre Oslo et son pseudo processus de paix. Il constate l'échec de TOUTES les démarches institutionnelles et donc de fait, celles du processus de paix, du Quartet etc. et en remettant à l'ordre du jour les Réfugiés et les palestiniens d'Israël qui sont les oubliés du processus de paix, il affirme que le contenu négociations doit porter sur les droits fondamentaux, mettant sur la touche les solutions étatiques (un état deux états etc.)

Donc l'appel BDS annonce un renversement de stratégie et appelle le mouvement de solidarité à adopter ce renversement. On est passé de la critique de la politique israélienne d'un gouvernement à la critique de l'état d'Israël. On ne critique plus pour convaincre le « partenaire » de respecter le contrat et en vue de le ramener dans le droit chemin, il n'y a pas de dialogue possible tant qu'Israël ne reconnaît pas ses crimes. Autrement dit, on passe à l'attaque et on se bat pour gagner. Le lobbyng n'est plus à l'ordre du jour, c'est la création d'un rapport de force qui est à la base de toute action entreprise.

C'est à dire qu'on prend des cibles, restreintes, bien identifiées, à « portée de main », contre lesquelles on peut effectivement se battre et on fixe l'objectif à atteindre et on se bat tant qu'il n'est pas atteint. La lutte contre

Agrexco a été très courte : 2 ans et demi. Et surtout on ne se disperse pas dans un saupoudrage multipliant les cibles sans fixer d'objectif aux actions.

## **2- La cible c'est Israël, en tant qu'état raciste et d'apartheid et tous ses représentants.**

Toutes les cibles sont des substituts d'Israël et tous les petits objectifs ne visent qu'une chose : délégitimer Israël en tant qu'état. Il s'agit d'affaiblir Israël afin qu'il respecte le droit international mais la référence au droit a cessé d'être incantatoire elle s'incarne dans l'application des 3 revendications.

L'appel de la CCA est clair, c'est en raison des violations et des crimes d'Israël dont Gaza le dernier en date, qu'on s'attaque à la cible Agrexco, représentant d'Israël. Le fait qu'Agrexco ait été (j'espère que vous savourez ce passé composé !) le fer de lance de la colonisation dans la vallée du Jourdain est un facteur facilitant la dénonciation mais en aucun cas la cause du choix. L'objectif était sans appel et non négociable : « agrexco ni à Sète ni ailleurs ». Agrexco/israël et le CRIF ont tenté de trouver une faille avec l'opération les fraises de Gaza. Le boycott total d'Agrexco était la seule réponse possible sous peine de faire capoter la campagne et on l'a tenue grâce au BNC, Je vais y revenir.

## **3 – C'est avant tout dans chaque pays que les sociétés civiles doivent se battre contre Israël et ses complices.**

Le renversement opéré par l'appel BDS dans la stratégie du mouvement de solidarité modifie le périmètre de la solidarité et relocalise la solidarité internationale.



Dans le cadre d'Oslo la solidarité était une solidarité d'exogène, cad apportée de l'extérieur. On considère que le problème est « là-bas » et que nous « ici » on doit apporter notre soutien aux palestiniens « là-bas » à des milliers de km. Si bien que les cibles sont toujours « là-bas » à des milliers de km. « Ici », au mieux on dénonce la complicité de notre gouvernement et/ou de l'UE.

Pour éviter que l'action contre Agrexco ne se cantonne à la seule dénonciation il convenait d'inverser les rapports, passer de la solidarité exogène à la lutte ici contre Israël (Agrexco dans le cas précis) comme le préconise le BNC.

Pour cela nous sommes partis des campagnes, des actions, des luttes, des revendications menées ici par les organisations de la CCA, en essayant de voir Les organisations ont été invitées à mettre en avant ce qu'elles pouvaient porter en elles d'oppositions à la venue d'Agrexco. De puiser dans leurs valeurs les raisons et les motifs de refuser la venue d'Agrexco en lien avec les luttes quelles menaient ici.

Ainsi a donné lieu à des réflexions sur le développement du port et de la Région. La confédération paysanne et les décroissants ont montré qu'il y avait d'autres motifs de solidarité que la défense de la terre et de l'eau, et qu'au nom de la souveraineté alimentaire et de l'agriculture industrielle on pouvait s'opposer aux exportations d'Agrexco d'où quelles viennent ! ce qui est une manière nouvelle d'élargir le périmètre de la solidarité.

3 et j'en termine :

### **L'implication directe du BNC dans la bataille**

Nous n'avons pas l'habitude de ce type d'intervention palestinienne directement dans une lutte en France, voire dans ce qui fait débat au sein du mouvement de solidarité.

2 mois après la création de la CCA, nous sommes en Palestine dans le cadre d'une mission CCIPPP spéciale (avec NPA, CIMADE, CCIPPP et CMF), nous rencontrons une partie du secrétariat du BNC et Omar Bargouthi nous affirme qu'il faut faire de la CCA une action pilote visant à construire le boycott européen d'Agrexco, qu'il va intervenir auprès de ses contacts etc. Ce qu'il fait. Dès notre retour nous allons en Italie, Suisse, Angleterre... et lors des 8h contre agrexco et pour le port de Sète, en octobre 2009, Omar est présent ainsi que des représentants d'Ecosse, d'Angleterre et d'Italie et nous mettons en place l'embryon de la coordination européenne avec une liste etc. Cad que le BNC ne dit pas faites ceci cela, il se met au travail avec nous.

Je n'ai pas le temps ici mais je vous invite à suivre sur le site de la coalition ([coalitioncontreagrexco.net](http://coalitioncontreagrexco.net)) la bataille contre l'opération « les fraises de Gaza » menée par Agrexco/Israël/CRIF et qui a été un fiasco complet pour eux et ceci grâce à l'intervention directe du BNC.

L'Appel BDS et la participation directe du BNC aux actions est un phénomène nouveau qui installe la centralité du BNC dans la campagne BDS et de fait, dans tout le mouvement de solidarité international.

C'est ce qui me fait dire que la victoire contre Agrexco est surtout une victoire des choix politiques du BNC, car face à l'impasse criminelle que représente le processus de Paix, elle ouvre au mouvement de solidarité une voie stratégique qui en moins de 3 ans en France a déjà fait ses preuves..

Merci.

JLM – BDSFrance

<http://www.mehadrindegage.net/node/4>



**mehadrin**

**HORS D'EUROPE**



---

# A l'attention de l'entreprise Classic Japan : Ne rachetez pas Agrexco !

Alerte de la part de nos amis japonais !

Pétition urgente à l'attention de l'entreprise Classic Japan :  
Ne rachetez pas Agrexco, ne soutenez pas l'occupation!

Le mois dernier, l'entreprise d'exportation israélienne, Agrexco, a fait faillite, suite à la campagne BDS internationale contre les entreprises impliquées dans la colonisation illégale de la Palestine.

Cette même campagne BDS internationale a réussi à convaincre l'entreprise irlandaise « Total Produce » de ne pas racheter l'entreprise en liquidation pour ne pas s'enrichir sur l'oppression des Palestiniens.

Aujourd'hui, c'est une entreprise japonaise, « Classic Japan » qui annonce son intention de se porter acquéreur des actifs de l'entreprise en faillite, associée avec deux autres entreprises israéliennes, pour le prix de 40 millions de NIS et maintenir ainsi en vie le business de l'apartheid.

Pour que cela ne se produise pas ainsi, et pour que la

campagne citoyenne internationale mette encore une fois en défaut ces stratégies coloniales, nous vous demandons de signer de toute urgence cette pétition destinée à faire pression sur l'entreprise « Classic Japan »: Ne rachetez pas Agrexco, ne soutenez pas l'occupation!

<http://www.gopetition.com/petitions/don-t-buy-agrexco-don-t-support-occupation.html>

Vous pouvez aussi envoyer vos messages de protestation directement à l'entreprise:

Classic Japan Ltd. President, Mr. Yoshihiko Nishio

Email: [import@classicjapan.co.jp](mailto:import@classicjapan.co.jp)

Tel: 03-3264-5558

Fax: 03-3264-5246

---

## **Agrexco, c'est fini !**

La Coalition contre Agrexco (CCA) réunie en Assemblée générale le 17 septembre 2011 a enregistré avec grande satisfaction la disparition de l'entreprise israélienne Agrexco.

Créée en mai 2009 la CCA s'était donné comme cible l'entreprise Agrexco et comme objectif : « Agrexco ni à Sète ! ni ailleurs ! ».

A cette fin la CCA a orienté son travail au niveau européen ce qui a débouché sur l'organisation les 4/5 juin 2011 d'un Forum Européen des Campagnes contre

Agrexco, lequel a donné lieu à une coordination européenne.

C'est incontestablement le boycott européen d'Agrexco qui est à l'origine des difficultés financières qui par effet domino ont provoqué la chute d'Agrexco.

Ce succès est une immense victoire pour la CCA, la Campagne BDS, l'ensemble du mouvement de solidarité qui s'est impliqué

dans la campagne et tous les Palestiniens.

Ayant atteint son objectif, l'AG décidé la dissolution de la CCA et de fêter sa victoire.

La réorganisation en cours des producteurs, exportateurs et distributeurs israéliens de produits agricoles est suivie avec beaucoup d'attention sur le terrain par la coordination européenne qui avec les palestiniens et les israéliens pro BDS travaillent déjà à déterminer la nouvelle cible et le nouvel objectif de la campagne BDS européenne contre Israël.

17 septembre 2011

Agrexco c'est fini : CONFERENCE DE PRESSE / DEPOT DE GERBE  
Montpellier Lundi 26 septembre 2011 -11h Face au Conseil  
Régional (Parvis côté restaurants)

Agrexco c'est fini : FETE DE LA VICTOIRE à partir de 18h  
CIMADE (27 rue du Fbg Boutonnet – Montpellier). Lundi 26  
septembre 2011.

---

## **Déclaration du BNC : la société civile palestinienne salue la liquidation d'Agrexco**

**La société civile palestinienne se réjouit de la  
liquidation d'Agrexco, et appelle a célébrer cette  
victoire BDS**

BNC (Comité national palestinien du BDS), 12 septembre 2011

- Les partisans des droits palestiniens crient victoire alors que la cible Agrexco est forcée à la liquidation
- Les documents du tribunal avertissent que la compagnie est un symbole israélien dont la chute aura des « implications plus larges »
- Le Comité National Palestinien (BNC) de la campagne boycott, désinvestissement et sanctions appelle le mouvement à fêter internationalement cette victoire et à intensifier les campagnes BDS

Les militants pour les droits palestiniens se réjouissent depuis que la première compagnie israélienne d'exportation de produits agricoles Agrexco, qui a été une cible majeure du mouvement boycott, désinvestissement et sanctions (BDS) de soutien aux droits palestiniens, a reçu un ordre de liquidation après avoir été incapable de payer ses créanciers.

Agrexco, un exportateur israélien appartenant en partie à l'État israélien, est responsable de l'exportation d'une grande part des produits frais israéliens, dont 60 – 70 % des produits agricoles cultivés dans les colonies illégales israéliennes des territoires palestiniens occupés. Dans une traduction des documents du tribunal sur le processus de liquidation que le BNC a obtenu, il est clairement indiqué qu'Agrexco agissait comme un outil de l'État israélien, fournissant en réalité des subventions d'État au secteur agricole. Les documents indiquent une critique au gouvernement pour avoir permis à la compagnie de ne pas régler ses dettes et avertissent aussi qu'Agrexco est un symbole israélien primordial et que sa chute aura probablement de grandes conséquences.

Jamal Juma, coordinateur de la campagne Stop The Wall et membre du secrétariat du BNC a dit : « Nous félicitons et saluons chaudement nos partenaires européens pour leur campagne convaincue et déterminée contre Agrexco. Ce jugement fait suite à la nouvelle que Véolia, une multinationale française qui a perdu des milliards d'euros en contrats

municipaux à cause de sa fourniture d'infrastructures aux colonies illégales israéliennes, fait face à une chute financière. Clairement, le mouvement BDS mûrit et fait payer les coûts de la complicité des entreprises avec les crimes de guerre israéliens. Les campagnes stratégiques BDS prouvent, par des succès quotidiens, que le BDS est la forme la plus efficace de solidarité qu'il faut pour mettre en question le système israélien de colonialisme, d'occupation et d'apartheid ».

Adel Abu Ni'meh, directeur de l'Union des Fermiers Palestiniens (PFU), une organisation membre du comité national du BDS palestinien, s'est félicité des nouvelles mais a averti que « les actifs d'Agrexco sont toujours en vente. Nous suivons ceci de près et appelons toutes les compagnies internationales à retirer leurs offres. Les compagnies qui achètent les actifs d'Agrexco et les noms de marque ou qui souhaitent remplacer la compagnie comme premier exportateur agricole israélien seront visées pareillement par le mouvement BDS ».

Agrexco a été visé par des boycotts populaires, des blocages, des manifestations et des actions directes en Europe. En France, une large coalition de la société civile contenant des dizaines d'associations a entrepris une action juridique contre la compagnie et s'est opposée farouchement à la construction d'un terminal à Sète, qui est resté inutilisé depuis sa construction. En Italie et en Grande-Bretagne, les militants ont conduit des actions directes et fait pression sur les supermarchés pour retirer la marque Agrexco. En juillet, une nouvelle coalition d'organisations de plus de 13 pays européens s'est engagée à « mettre fin à la présence d'Agrexco en Europe ». La coalition va examiner les développements et peut débiter de nouvelles campagnes en réponse à l'issue de la liquidation.

Comme l'économiste israélien respecté Shir Hever l'a exposé, la campagne européenne contre la compagnie a été un des

facteurs qui ont conduit à sa chute. « On a découvert que la compagnie a produit des rapports trompeurs et n'a pas averti ses investisseurs sur le possible impact de la campagne BDS de boycott des produits de la compagnie. Beaucoup d'agriculteurs ont quitté la compagnie, choisissant de travailler avec d'autres qui n'avaient pas encore été les objets de la campagne BDS, si bien qu'Agrexco est entré dans une crise de liquidités. Plusieurs compagnies ont étudié une enchère pour acheter Agrexco, mais ont retiré leurs offres après une brève recherche, qui a certainement dévoilé la place centrale de la compagnie dans la campagne BDS, parmi d'autres choses », explique-t-il.

La campagne contre Agrexco a commencé en réponse à l'appel de la société civile palestinienne de 2005 pour des boycotts, des initiatives de désinvestissement et des sanctions contre Israël et ses soutiens jusqu'à ce que l'État se conforme au droit international en mettant fin à son occupation et en démantelant son mur d'apartheid, en assurant l'égalité aux citoyens palestiniens d'Israël et en réalisant le droit des réfugiés à revenir dans leurs foyers comme le stipule la résolution 194 de l'ONU.

Pour plus d'informations et des interviews :

info@bdsmovement.net

En Palestine: +972 (0) 598 921 821

En Europe: +44 (0) 2032 392 170

Source

:  
<http://www.bdsmovement.net/2011/palestinian-civil-society-welcomes-agrexco-liquidation-calls-for-celebration-of-this-bds-victory-8010>

Traduction : JPB-CCIPPP

---



# Agrexco en liquidation judiciaire, la presse relaie !

Echos dans la presse locale et régionale

## **Agrexco en liquidation judiciaire**

FR3 – Par Carine Alazet

L'un des bateaux de la société Agrexco à quai, dans le port de Sète. La société d'exportation de fruits et légumes israélienne est en faillite. Une mauvaise nouvelle pour le port de Sète Pour le Conseil Régional, en charge du port de Sète, Agrexco était le client idéal pour relancer l'activité portuaire en net déclin depuis des années. La société israélienne disait même vouloir faire de Sète son port principal. Ce qui aurait induit la création d'au moins 200 emplois.

[Voir cette vidéo](#)

Dans cette perspective, la Région a financé un nouveau portail de déchargement adapté notamment aux bateaux d'Agrexco. Livré en juillet dernier, il a coûté 6 millions d'euros et risque maintenant d'être longtemps sous-utilisé. De même que le hangar réfrigéré de 15 000 mètres carrés inauguré cet été.

Depuis l'annonce de la venue de la société israélienne à Sète, un collectif anti-agrexco n'a cessé de manifester son opposition. D'une part parce que les fruits et légumes exportés provenaient pour partie des territoires palestiniens occupés par Israël, et d'autre part parce que, selon leurs renseignements, cette société leur semblait peu fiable, surtout friande de subventions publiques. Des arguments qui

n'ont pas convaincu les responsables politiques régionaux.

Le tribunal de Tel Aviv a donc prononcé mardi 30 août la liquidation judiciaire d'Agrexco. L'espoir d'un repreneur est mince.

Il y en a bien un, le groupe israélien Kislev, mais selon nos informations, même si le rachat va jusqu'à son terme, le port de Sète n'entre pas dans les projets du groupe. Kislev envisagerait de licencier 80% des employés actuels et regrouperait ses activités européennes en Angleterre.

---

**Sète La société Agrexco en liquidation judiciaire : un coup dur pour le port**

<http://www.midilibre.fr/2011/08/31/dma-agrexco-liquidee-coup-dur-pour-le-port,379764.php>

Midi Libre – 31/08/2011

La société israélienne Agrexco, importatrice de fruits et légumes, a été placée en liquidation judiciaire, hier par un tribunal de Tel Aviv.

Un coup dur pour le port de Sète, en lien avec la société privée RTS, qui s'était doté dernièrement d'un terminal fruitier ultra moderne. L'activité d'Agrexco devait représenter 40 % du trafic de ce nouveau terminal fruitier.

---

**Hérault Agrexco liquidée, coup dur pour l'activité du port de Sète**

FRANÇOIS DORÉ – 01/09/2011

<http://www.midilibre.fr/2011/08/31/agrexco-liquidee-coup-dur-pour-l-activite-du-port-de-sete,380010.php>

Le nouveau terminal fruitier du port de Sète devait accueillir ses premières palettes en juillet. Depuis, rien. (Photo VINCENT ANDORRA)

Agrexco, 1956-2011. Le titre du quotidien Haaretz, hier matin, ressemble fort à une nécrologie. Criblée de dettes (83 M€ selon de récentes estimations), la société israélienne d'exportation de fruits et légumes a été placée en liquidation mardi par un tribunal de Tel Aviv. Et c'est un sacré coup dur pour l'économie du Languedoc-Roussillon.

Agrexco, c'était le symbole du renouveau du port de Sète, la fierté de l'exécutif régional et de son ancien président Georges Frêche, la promesse de deux cents emplois. Au moins. C'était aussi des aménagements spécifiques (quais, portiques) créés dans l'enceinte portuaire pour accueillir les bateaux de la société israélienne.

Agrexco, c'était surtout le principal client du nouveau terminal fruitier installé sur l'un des quais du port par la société RTS, filiale du groupe italien GF Group. Un équipement flambant neuf de 25 000 m<sup>2</sup> capable d'accueillir 500 000 t de marchandises par an. Agrexco, à elle seule, devait assurer 40 % de l'activité de ce terminal.

Autant dire qu'ici, on fait grise mine. Marc Chevalier, président de l'Établissement public régional (EPR) du port de Sète, ne cachait d'ailleurs pas sa déception hier matin. «

Oui c'est une mauvaise nouvelle. Mais je reste relativement confiant. Le tribunal de Tel Aviv doit se réunir à nouveau le 11 septembre. Agrexco est certes liquidée, mais la production de fruits et légumes persiste et d'autres opérateurs peuvent poursuivre l'activité. » Restera à les séduire. « Nous possédons le terminal le plus moderne d'Europe », rappelle Marc Chevallier.

Même ton de la part de Bernard Houillier, PDG de RTS qui, laconique, se contente de dire « qu'il n'est pas spécialement

inquiet pour l'avenir ».

En attendant, ce terminal reste désespérément vide. Les premiers fruits en provenance d'Israël (et des colonies, lire ci-contre) devaient être débarqués début juillet. Depuis, rien. Ou presque. À peine quelques bananes venues des Antilles.

---

## **L'israélienne Agrexco est placée en liquidation judiciaire**

[http://www.econostrum.info/L-israelienne-Agrexco-est-placee-en-liquidation-judiciaire\\_a6600.html](http://www.econostrum.info/L-israelienne-Agrexco-est-placee-en-liquidation-judiciaire_a6600.html)

La marque Carmel devrait disparaître (photo DR)

ISRAËL. La société israélienne d'importation de fruits et légumes [Agrexco](#) a été placée en liquidation judiciaire mardi 30 août 2011 par un tribunal de Tel Aviv. Elle est détenue à 30% par l'Etat d'Israël, 57% par Plant Production and Marketing Board (contrôlé par le ministère des finances et le ministère de l'agriculture) et à 11% par [Tnuvo Food Industries Ltd.](#)

Cette liquidation devrait se ressentir en France et notamment au port de Sète qui avait investi 6 M€ dans un nouveau terminal fruitier avec un hangar réfrigéré de 15 000 m<sup>2</sup> inauguré durant l'été 2011. Agrexco devait y représenter 40% du trafic et aussi créer quelques deux cent emplois. Après avoir quitté le port de Marseille en 2009, Agrexco était implantée à Savone Vado (Italie) en attendant d'entrer dans les nouvelles installations.

Interrogé en mai 2011 par [econostrum.info](#), Ouzis Kouris, gérant d'Agrexco France, avait indiqué « [nous sommes à Sète pour une dizaine d'années](#) » .

Selon certaines sources, un repreneur, le groupe israélien Kislev Forwarding and Custom Clearance Ltd. aurait été

intéressé par les actifs d'Agrexco mais n'envisageait pas d'intégrer Sète dans sa stratégie. Le projet de Kislev incluait le licenciement de 80% des employés d'Agrexco et un recentrage des activités européennes en Grande-Bretagne. Mais, la cour de Tel Aviv a bien noté l'absence d'offre de reprise.

Une campagne européenne de boycott d'Agrexco, répondant à l'appel du Comité national palestinien de boycott (BNC), avait mis à mal les importations du leader israélien. En France, la Coalition contre Agrexco reprochait notamment à l'entreprise « *un type de développement qui se fait au mépris des impératifs écologiques (acheminement des marchandises à des milliers de km à des coûts énergétiques et de pollution élevés)* » et le fait qu'une partie des produits exportés provenait des territoires palestiniens occupés par Israël.

Agrexco exportait, principalement sous la marque Carmel, des fruits, des légumes et des fleurs.

---

<http://www.mediaterranee.com/3132011-lexportateur-israelien-agrexco-en-liquidation-judiciaire.html> L'exportateur israélien Agrexco en liquidation judiciaire

Photo : une victoire pour la coalition créée en mai 2009 à Montpellier (DR)

« Agrexco, c'est fini ! ». C'est par ce cri de joie que la Coalition contre Agrexco (1) s'est réjouie, hier dans un communiqué, de la mise en liquidation judiciaire de l'exportateur israélien de fruits et légumes, ordonnée le matin même par le tribunal de commerce de Tel Aviv.

Une sentence synonyme de « victoire », pour la Coalition qui s'était créée en mai 2009, à Montpellier, suite aux déclarations lancées alors par le président de la Région Languedoc-Roussillon, Georges Frêche, quant à l'arrivée

prochaine d'Agrexco sur le Port de Sète... Et une grosse épine dans le pied de la Région, qui, propriétaire du port depuis 2007, a d'ores et déjà acheté un terminal fruitier, dans le cadre de son vaste programme de travaux (300M d'euro sur 10 ans), lancé avec l'EPR (Établissement Public Régional) sur le site sétois.

## **Retour sur une faillite**

Rassemblant une soixantaine de membres dès sa création, la Coalition était rapidement parvenue à rassembler jusqu'à 105 organisation politiques, associatives et syndicales, avec notamment le concours du PCF, des Verts, du NPA, du CCIPPP, de l'Union Syndicale Solidaires et de la Confédération paysanne... Mais aussi à s'étendre au-delà des frontières régionales et hexagonales avec de nombreux relais dans différents pays européens, tels que l'Espagne, l'Italie, l'Angleterre ou l'Ecosse. Avec, au menu, manifestations, actions coup de poing dans les supermarchés et appels au boycott de cette entreprise accusée de commercialiser des denrées agricoles produites dans les colonies israéliennes « illégales » de la Palestine. Tant et si bien que les instigateurs de ces actions peuvent aujourd'hui s'estimer en partie responsables de la faillite d'Agrexco qui était confrontée à de graves difficultés financières, ces derniers mois, le résultat le plus visible, sur le Port de Sète, étant l'arrêt total des livraisons de conteneurs d'Agrexco observé depuis mai dernier.

« Nous ne sommes pas totalement responsables de la faillite d'Agrexco, mais il est certain que notre mouvement de boycott, qui s'inscrivait pleinement dans l'action du BDS (2), a joué un rôle important, explique Jean-Paul Nuñez, pour la Coalition. La presse israélienne de ce matin le dit d'ailleurs... Et nous avons aussi joué un rôle considérable dans le recul du repreneur irlandais Total Produce, qui était intéressé par le rachat d'Agrexco, en l'inondant de faxes et de mails en provenance de toute l'Europe ».

Sans objet, la Coalition contre Agrexco est aujourd'hui vouée à une dissolution imminente. La « vigilance » reste cependant de mise, souligne Jean-Paul Nuñez : « Si un autre exportateur reprend le marché d'Agrexco, nous recommencerons ».

**Nicolas Ethève**

(1). <http://www.coalitioncontreagrexco.net/>

(2). <http://www.bdsfrance.org/>

---

# **La campagne BDS crie victoire après le retrait des candidats non israéliens à une reprise d'Agrexco.**

15 août 2011

- L'enchérisseur irlandais Total Produce ne cherche plus à acheter Agrexco
- Une tendance claire vers l'entrée en crise financière de compagnies boycottées
- La campagne de boycott fait monter la pression internationale sur Israël.

Il est ressorti jeudi que la compagnie irlandaise Total Produce n'était plus en course pour racheter l'exportateur israélien en difficulté Agrexco. La compagnie irlandaise de fruits s'est retirée de la course après la pression des militants de Boycott, Désinvestissement et Sanctions (BDS),

qui ont écrit à cause de l'implication d'Agrexco dans les colonies illégales de Cisjordanie. Les militants irlandais du BDS ont réagi rapidement à un appel du comité national du BDS (le BNC) et écrit à Total Produce, en expliquant comment Agrexco est impliqué dans l'occupation illégale et immorale et l'exploitation de la terre palestinienne, le pressant à ne pas investir dans Agrexco. Ils ont aussi averti la compagnie que l'investissement dans Agrexco ferait de Total la prochaine cible de la campagne BDS.

« Il y a maintenant une claire tendance que des compagnies visées par la campagne BDS vont vers une grave défaillance financière », dit Adel Abu Ni'meh, dirigeant du PFU (Palestinian Farmers' Union, un constituant du BNC). « Agrexco et Véolia, deux grandes compagnies fortement associées aux colonies illégales israéliennes, ont de sérieux problèmes. Ceci montre que le BDS frappe les compagnies complices de l'occupation, du colonialisme et de l'apartheid israélien où ça fait mal : dans leurs performances ».

La nouvelle ne vient que quelques jours après que Véolia, une compagnie française visée par la campagne BDS à cause de son implication dans les projets de colonies illégales israéliennes, a annoncé qu'elle allait réduire massivement ses activités mondiales.

Une juge de Tel-Aviv a donné jeudi une dernière prolongation à la procédure pour banqueroute d'Agrexco, alors que la compagnie israélienne Kislef semble être maintenant le seul acheteur sérieux, d'après le site d'informations financières israélien Globes. Il n'y avait qu'une autre proposition d'une compagnie hollandaise, mais la juge l'a écartée comme ayant « plus de trous que du Gruyère ».

Agrexco a été une cible prioritaire des militants solidaires de la Palestine qui appellent au BDS contre Israël jusqu'à ce qu'il mette fin à son comportement illégal et criminel contre les Palestiniens.



Une nouvelle coalition de militants européens a promis le mois dernier de « mettre fin à la présence d'Agrexco en Europe ». 23 groupes ont signé une déclaration disant qu'ils ont mis en place des canaux pour coordonner les campagnes de boycott et les actions judiciaires contre l'exportateur israélien.

Pour plus d'informations :

Le Comité national palestinien du BDS (BNC) :  
[media@bdsmovement.net](mailto:media@bdsmovement.net)  
[www.bdsmovement.net](http://www.bdsmovement.net)

Sources:

[Agrexco stay of proceedings extended](#)", Globes, 11 août; "Véolia, une cible majeure de la campagne palestinienne BDS, est en crise financière, BNC, 8 Août; "La société civile palestinienne met en garde une compagnie irlandaise contre l'achat de l'exportateur israélien Agrexco », BNC, 1er août.

Le Comité national palestinien du BDS (BNC) est une coalition de groupes de la société civile palestinienne. Il s'est constitué comme groupe palestinien de référence de la grande campagne qui a découlé de l'appel palestinien de juillet 2005 pour le boycott, les désinvestissements et les sanctions (BDS) contre Israël, avec le soutien de départ de plus de 170 organisations palestiniennes.

Vendus sous des noms de marques telles que Carmel, Coral, Biotop, et Eco-Fresh, les produits Agrexco des colonies ont été étiquetés faussement à répétition et présentés avec des documents prétendant qu'ils provenaient de l'intérieur de la ligne verte. Ces tentatives de leur faire bénéficier de droits de douane préférentiels selon l'accord d'association EU-Israël ont conduit à une condamnation par le Parlement britannique. Agrexco a souffert récemment de problèmes financiers graves qui ont mené à un examen pour banqueroute à Tel-Aviv le capital d'Israël. En juin, la publication d'affaires israéliennes lors de globe a rapporté de « lourdes pertes »

pour Agrexco, tandis que la compagnie de produits frais cherchait à gérer sa dette. Fruitnet.com a récemment rapporté que la compagnie devait 106 M€ à ses créanciers. Pour plus d'informations, voir :

<http://www.bdsmovement.net/activecamps/agrexco>

Le tramway de Jérusalem dans lequel Véolia est impliqué pour sa construction et sa gestion est conçu explicitement pour cimenter l'emprise d'Israël sur les colonies illégales de Cisjordanie et pour les lier plus fermement à l'État d'Israël. Véolia opère aussi d'autres projets d'infrastructure de colonies : il opère des services de cars pour 'juifs seulement' sur des routes pour 'Israéliens exclusivement' qui relient les colonies à Israël. Ces routes ont détruit des villes et villages palestiniens en volant leurs terres pour leur construction et en les séparant les unes des autres. Par sa filiale TMM, Véolia collecte aussi les déchets de colonies illégales et les enterre dans le site illégal d'enfouissement Tovlan en Cisjordanie occupée. Pour plus d'informations :

<http://www.bdsmovement.net/activecamps/veoliaalstom>

Source :

<http://www.bdsmovement.net/2011/international-bidders-agrexco-7840>

Traduction : JPB-CCIPPP

---

## **Déclaration politique après le Forum contre Agrexco**

Communiqué de la Coalition contre Agrexco, du 21 juillet 2011  
Déclaration politique après le Forum contre Agrexco  
**Communiqué de presse Coalition contre Agrexco :**

Montpellier, le 21 juillet 2011

Vous trouverez ci-dessous la *Déclaration politique après le Forum contre Agrexco*, forum européen qui s'est tenu les 4&5 juin 2011 à Montpellier.

Initiée par les 8 pays représentés au Forum, la déclaration vient d'être signée par 5 pays supplémentaires ce qui porte à 13 le nombre de pays européens signataires, décidés à chasser Agrexco d'Europe. C'est la plus grande coalition jamais réunie en Europe pour le boycott d'une entreprise israélienne. Cette coalition travaille en coordination directe avec le Comité national palestinien de Boycott (BNC), celui-là même qui a initié la campagne mondiale BDS (Boycott Désinvestissement Sanctions).

**La plus grande coalition jamais réunie en Europe pour le boycott d'une entreprise israélienne :**

## **Agrexco dégage !**

Quelques jours avant la tenue du Forum des Campagnes européennes contre Agrexco les 4/5 juin à Montpellier, le directeur d'Agrexco/France annonçait triomphalement dans les médias la mise en service du terminal fruitier pour le 11 juillet. Dès la mi-juin paraissaient les premiers articles faisant état des difficultés financières d'Agrexco. Depuis fin juin pas un seul bateau Agrexco n'a accosté à Sète alors qu'il en arrivait un chaque mardi depuis le mois de novembre 2010.

L'entreprise Agrexco va mal et même très mal !

■ C'est une première victoire de la Coalition contre Agrexco, de la campagne BDS France qui en a fait sa cible principale, de tous ceux et celles qui en France ont participé de près ou de loin au boycott des produits israéliens, aux actions et mobilisations de la Coalition contre Agrexco depuis sa création en mai 2009. C'est tout autant la victoire des

campagnes des nombreux pays européens qui ont mené et mènent des actions suivies contre l'entreprise israélienne Agrexco.

La cause première des difficultés soulignées par la presse internationale c'est la perte des parts de marché en Europe. Et il est incontestable que le boycott des produits israéliens, la délégitimation du label phare « Agrexco/Carmel » ont joué un rôle déterminant dans le démarrage de la crise économique.

La survenue brutale de la crise d'Agrexco révèle aux yeux de tous que le choix exclusif d'Agrexco était avant tout un choix de soutien politique et économique à Israël.

■ Ainsi 45 millions d'€, de l'argent des contribuables de la Région Languedoc-Roussillon, ont été investis dans la construction d'un terminal fruitier dans le port de Sète pour la seule entreprise Agrexco. L'opérateur portuaire GFGroup (Famille Orsero en Italie) devait financer un portique à hauteur de 24 millions d'€. Le terminal achevé, Agrexco devait bénéficier de toutes ces infrastructures sans déboursier un seul centime et devait déverser ses 400 000 tonnes de fruits et légumes par an.

Sur le plan du strict développement régional, non seulement ces investissements auraient dû être mieux employés sur le port mais ils auraient dû également être utilisés pour les installations de paysans de la région. De plus, ces tonnes de fruits et légumes vendus à des prix de dumping concurrencent scandaleusement les productions locales et au delà.

Sur le plan des valeurs, le rôle déterminant joué dans la colonisation de la Palestine par l'entreprise d'État Agrexco justifiait à lui seul le refus de commercer avec elle. Depuis, la Coalition a fait constater qu'une partie des produits exportés sous label « produce in Israël » provenait des colonies israéliennes en territoires palestiniens ce qui constitue une fraude aux douanes. Mais plus grave encore :

l'exploitation économique des territoires occupés constitue un crime de guerre.

Pour autant le président de la Région Languedoc-Roussillon et son directeur du port continuent de s'accrocher à Israël ! C'est la fuite en avant, confronté à ses promesses mensongères, C. Bourquin répond par un plus gros mensonge et annonce un extraordinaire « interland » à côté de Poussan qui va créer... 1600 emplois !

■ Nous serons bientôt fixés sur l'issue de la crise. Faillite et disparition d'Agrexco et de son label ? reprise de l'entreprise par d'autres investisseurs avec le même nom ou sous un nom différent ? L'échéance est proche.

Mais la coalition contre Agrexco France ne lâche rien et prépare de nouvelles attaques juridiques pour très bientôt.

Chacun sait que depuis le Forum européen des campagnes contre Agrexco, la bataille contre Agrexco s'est étendue à toute l'Europe, une coordination est en place, la déclaration politique issue du Forum initié par les 8 pays représentés vient d'être signée par 5 pays supplémentaires ce qui porte à 13 le nombre de pays européens signataires.

Enfin une journée d'action européenne contre Agrexco est prévue pour le 26 novembre 2011.

AGREXCO DÉGAGE !



# Déclaration politique après le Forum contre Agrexco

Juillet 2011

Nous, Palestiniens et Européens ensemble, affirmons notre détermination à mettre un terme à la présence d'Agrexco en Europe. Nos actions se déroulent dans le cadre du mouvement mondial Boycott, Désinvestissement et Sanctions (BDS) dirigé par les palestiniens.

Nous avons établi une coalition à l'échelle européenne d'organisations qui coordonnera nos campagnes de boycott et nos actions en justice contre Agrexco. Deuxièmement, nous appelons à une journée d'action européenne contre Agrexco le samedi 26 Novembre 2011.

Nous aspirons à construire l'alliance la plus large possible d'individus et d'organisations à travers l'Europe concernés par le droit international et refusant d'être complice de la violation des droits du peuple palestinien perpétrée par Agrexco.

Agrexco, entreprise jusqu'à récemment détenue à 50% par l'Etat israélien, est dédiée à l'exportation de produits agricoles. Vendus sous les noms de marque Carmel, Corail, Biotop, Eco-Fresh, etc ces produits incarnent la souffrance des Palestiniens : cultivés sur des terres volées avec de l'eau volée, produits de l'exploitation de la main-d'œuvre palestinienne – y compris le travail des enfants – ils sont partie intégrante de la politique de colonisation, de dépossession et d'apartheid menée par Israël en Palestine. Entreprise agro-industrielle tournée vers l'exportation, Agrexco développe une agriculture industrielle qui nuit à l'environnement et détruit l'agriculture paysanne en Palestine comme en Europe.

C'est donc un acteur clé de l'oppression israélienne et une

cible stratégique pour le mouvement BDS.

Nous reconnaissons que les entreprises nationales et multinationales ainsi que les institutions européennes et les gouvernements ont échoué à agir. Ils commercent avec Agrexco ou légitiment son commerce, sans égard pour les droits du peuple palestinien, devenant ainsi complice de crimes de guerre.

Nous, citoyens de tous les pays européens, nous sommes engagés à mettre fin à cette situation inacceptable par l'information, la sensibilisation, l'action directe non-violente, l'action en justice, et des campagnes populaires.

Les organisations suivantes ont rejoint la campagne contre Agrexco. Pour signer la Déclaration Politique envoyez un courriel à : [christophe.perrin@lacimade.org](mailto:christophe.perrin@lacimade.org) (organisations seulement)

Coalition contre Agrexco (France)

BDS France (France)

Netherlands Palestine Committee (Pays Bas)

U4P Utrecht for Palestine (Pays Bas)

BPP Breed Platform Palestina Haarlem (Pays Bas)

Palestina Komitee Nijmegen (Pays-Bas)

De Vresactie/Action pour la paix (Belgique)

Association Belgo-palestinienne (ABP) – (Belgique)

COordination Boycott Israël (Cobi) – (Belgique)

Palestina Solidariteit – (Belgique)

Center for Encounters and Active Non-violence – (Autriche)

Union of German and Palestinian Women – (Allemagne)

BDS Group Berlin (Allemagne)

International League of Human Rights (Allemagne)

Jewish Voice for a Just Peace in the Middle East (Allemagne)

Stop Agrexco (Italie)

Palestinagrupperna i Sverige (Suède)

Palestinakomiteen (Norvège)

Collectif Urgence Palestine Vaud (Suisse)

BDS Switzerland (Suisse)

Comité de Solidariedade com a Palestina (Portugal)

Haags Vredesplatform (HVP) – (Pays Bas)

Boycott Israel Network (Grande Bretagne)

Palestine Solidarity Campaign (Grande Bretagne)

Red Solidaria Contra la Ocupación de Palestina (RESCOP)  
(Espagne)

BDS Catalunya (Espagne)

Izquierda Anticapitalista (Espagne)

Ireland Palestine Solidarity Campaign (IPSC) (Irlande)

Juillet 2011 – [Coalition contre Agrexco](#)

---



# **Nature & Progrès appelle ses adhérents à boycotter tous les produits Carmel/Agrexco**

Nature et progrès est une fédération de consommateurs et de professionnels engagés depuis 1964 dans l'agro-écologie : « Nous appelons tous nos adhérents quels qu'ils soient à boycotter les produits de la société Carmel-Agrexco en provenance d'Israël. »

---

## **Communiqué de la coalition contre Agrexco: Agresco prend l'eau !**

Les difficultés financières de l'entreprise coloniale sont maintenant du domaine public (cf divers articles en fin de communiqué) : 14 millions d'€ de pertes, vague de licenciements prévues, désaffectation de partenaires commerciaux annoncées... Le flibustier qui avait soudoyé l'administration politique de la région Languedoc-Roussillon et tenté d'acheter la paix sociale au prix de mensonges n'est plus économiquement ni financièrement crédible !

La Coalition contre Agrexco qui œuvre sur le territoire

européen pour bouter hors des ports et des aéroports cette entreprise coloniale se réjouit que les affaires de cette firme agro alimentaire dépérissent.

Modestement, mais avec fierté elle rappelle que la campagne de boycott des produits Carmel-Agrexco lancée dans le cadre de la campagne Boycott Désinvestissement Sanctions France n'est pas sans lien avec cet affaiblissement de la structure financière de l'entreprise Israélienne qui spolie les intérêts des paysans et du peuple palestinien tout en mettant à mal les paysans européens.

– La Coalition contre Agrexco appelle à amplifier les actions coordonnées de boycott sur tout le territoire dans le cadre d'actions non violentes et cela conformément aux décisions du premier forum européen tenu en début de mois à Montpellier.

– Elle rappelle au Conseil régional du Languedoc Roussillon que cette entreprise, par constat d'huissier du 25 janvier dernier a été mise en défaut sur la véracité des documents d'importation et que le soupçon de fraude (dissimulant le crime de guerre) systématiquement organisée est prouvé.

– Elle demande avec fermeté une nouvelle fois au Conseil Régional LR de revoir sa position, d'abandonner immédiatement son soutien à cette firme et de refuser dès aujourd'hui l'accès au port des bateaux d'Agrexco.

– Par ailleurs la Coalition continuera d'actionner l'outil juridique qui œuvrera alors tant à l'encontre de cette société coloniale que de ses partenaires .

22 juin 2011

<http://coalitioncontreagrexco.net/>

---

# **1er Forum européen contre Agrexco 4/5 juin 2011 Montpellier**

Le 15 juin 2011, Christian Bourquin successeur de Georges Frêche à la présidence de la Région L. R. va inaugurer le terminal fruitier de Sète. 45 millions d'euros des contribuables ont été investis par la Région pour ce terminal frigorifique au seul profit de l'entreprise israélienne d'état Agrexco/Carmel. C'est là qu'elle va débarquer et distribuer dans toute l'Europe des tonnes de fruits et légumes qui sont le fruit de l'occupation de la Palestine et de la spoliation des paysans palestiniens. Des produits qui vont concurrencer les produits agricoles nationaux et européens.

Après deux ans de luttes impulsées par la « Coalition contre Agrexco » en France, plusieurs pays sont entrés dans l'action pour s'opposer à la venue de cette entreprise. Ils répondent à l'appel des Palestiniens et une campagne internationale BDS, pour le Boycott, le Désinvestissement et les Sanctions contre Israël se développe dans le monde entier.

Des délégations de 9 pays d'Europe seront présentes, Ainsi que des avocats palestiniens. Près de 70 personnes vont travailler deux jours en atelier pour construire un plan d'action européen pour chasser Agrexco d'Europe.

## **PROGRAMME**

Langues parlées et traductions : Français et Anglais

**SAMEDI 4 JUIN – 13h30 – 23h30**

**Accueil / Inscriptions : à partir de 10h à la Cimade**

**Collation pour arrivants : 12h – 13h à la Cimade**

## **13h30 – 17h30 ATELIERS**

- JURIDIQUE : la CIMADE
- BOYCOTT : Salle Pelloutier
- **18h CONFÉRENCE DE PRESSE** Salle Rabelais
- **19h-20h** : collation + sandwiches : Salle Rabelais
- **MEETING** : 2030 h Salle Rabelais

**Michael Deas**, coordinateur européen du BNC : *L'offensive BDS*

**Nahla Chahal** (CCIPPP) *Le BDS dans le contexte des révolutions du monde arabe*

**Josie Riffaud** (CCI-Via Campesina) *Agrexco contre les paysans là-bas et ici*

**Inez Louwagie** : *Les actions contre Agrexco en Belgique*

**Gilles Devers** (Avocat) *De la guérilla juridique à la plainte pour crime de guerre*

**Rafeef Ziadah** membre du BNC (Comité national BDS Palestinien),  
*La dimension stratégique de la lutte Européenne contre Agrexco*

## **DIMANCHE 5 JUIN – 9h30 – 14h30**

### **9h30 – 12h30 Salon du Belvédère**

Travail en assemblée plénière ;

- Compte rendu des ateliers et discussion
- Adoption du plan d'action européen contre Agrexco

### **13h Apéro-collation de fin de Forum : Salon du Belvédère**

La CIMADE : 28 rue du faubourg Bouttonnet. De la Gare, tram bleu direction Mosson, arrêt Place Albert 1<sup>er</sup>.

SALLE PELLOUTIER : Place de Thessalie, Antigone, face à Montpellier-Agglomération

SALLE RABELAIS : 27 Boulevard Sarail, près de l'Esplanade Charles de Gaulle près de la Comédie

SALON DU BELVÉDÈRE : au dessus du Corum, au fond de l'Esplanade Charles de Gaulle près de la salle Rabelais et de la Comédie

Vous devez absolument vous inscrire si ce n'est pas fait : <http://www.placeauxdroits.net/forumeurop/>

Pour être hébergé contactez Valérie : [cabvalerie@yahoo.fr](mailto:cabvalerie@yahoo.fr)

Nous ne pourrons pas vous héberger si nous ne sommes pas prévenus à l'avance !!

Plan :



---

Repères :

L'appel au Forum de la Coalition contre Agrexco (en 4 langues): <http://www.placeauxdroits.net/forumeurop/>

L'appel au Forum du coordinateur européen BNC : <http://coalitioncontreagrexco.net/node/63>

Agrexco dans la déclaration finale du FSM de Dakar : <http://coalitioncontreagrexco.net/node/55>

Communiqué du PARC contre Agrexco : <http://coalitioncontreagrexco.net/node/51>

Appel au Boycott total d'Agrexco par le BNC : <http://coalitioncontreagrexco.net/node/37>

Agrexco condamné par le Tribunal Russel : <http://coalitioncontreagrexco.net/node/16>

Action contre Agrexco à Liège (Belgique) : <http://coalitioncontreagrexco.net/node/16>

RESCOP contre Agrexco (Etat espagnol) : <http://coalitioncontreagrexco.net/node/25>

Stop Agrexco Italie : <http://www.stopagrexcoitalia.org/>

et flash mob italia : <http://www.youtube.com/watch?v=GhPhMjNTCDg>

Via Campesina contre Agrexco : <http://www.eurovia.org/spip.php?article288>

---

# Belgique. Journée nationale

# de plaintes contre Agrexco & co

En février 2011, Action pour la Paix, le MIR-IRG et Vredesactie lancent l'action de plaintes contre les entreprises AGREXCO Ltd., CAL (Cargo Air Lines) et LACHS (Liège Air Cargo Handling Services). Il s'agit d'entreprises qui participent à l'économie de guerre. Nos gouvernements ont la capacité d'y mettre un terme, en appliquant tout simplement la loi. En effet, ces entreprises sont en infraction avec le droit international. Profiter de violations graves des Droits de l'Homme est illégal et nos gouvernements ne réagissent toujours pas.

C'est pourquoi Action pour la Paix, le MIR-IRG et Vredesactie appellent chacun d'entre nous à déposer une plainte en son nom contre ces entreprises entre février et novembre 2011.

Le samedi 14 mai est déclaré journée nationale de plaintes. Ce jour là, dans toute la Belgique les citoyens se rendront à leur bureau de police local afin de déposer plainte contre AGREXCO Ltd., CAL et LACHS, pour recel et complicité de crimes de guerre.



<http://www.facebook.com/event.php?eid=198069686877613>

***Journée nationale de plaintes, le 14 mai 2011: Rejoins-nous***

<http://www.actionpouurlapaix.be/item.php?id=257>

Le samedi 14 mai 2011 est la « journée nationale de plaintes ». Dans toute la Belgique des citoyens se rendront ensemble à leur bureau de police local afin déposer plainte contre Agrexco Ltd., CAL et LACHS pour recel et complicité de crimes de guerre.



## **Pourquoi ces entreprises ?**

Les entreprises AGREXCO Ltd., CAL et LACHS importent des produits qui sont le résultat d'actes criminels ou de délits, particulièrement en ce qui concerne les productions agricoles cultivées dans les colonies israéliennes des Territoires palestiniens occupés.

L'entreprise israélienne Agrexco achète et exporte la plus grande partie de la production agricole des colonies dans la vallée du Jourdain et est aussi impliquée dans l'exportation de produits agricoles d'autres colonies. Dans la vallée du Jourdain, Agrexco exploite trois entrepôts dans les colonies de Massu'a, Netiv Hagedud et Beqa'ot et participe ainsi directement à la colonisation. Agrexco donne des indications directement aux agriculteurs des colonies, par exemple concernant l'emballage de leurs produits.

Agrexco exporte d'Israël ses produits agricoles vers le Benelux via l'aéroport de Bierset. La livraison aéroportée est prise en charge par la compagnie aérienne CAL. À Bierset, le traitement des biens est fait par LACHS, une entreprise belge, filiale d'Agrexco (50%) et de CAL (50%). Ensuite, Agrexco assure la distribution en Belgique et aux Pays-Bas par le biais de son implantation de Schiedam (Pays-Bas) tandis que les fleurs passent, elles, par celle de Aalsmeer (Pays-bas). Agrexco est actif en Belgique par ces représentants commerciaux.

L'implantation des colonies israéliennes dans les Territoires occupés palestiniens va à l'encontre du Droit International Humanitaire. L'article 49 de la 4ème Convention de Genève interdit le transfert par la puissance occupante d'une partie de sa propre population civile dans le territoire occupé par elle. Les colonies constituent une infraction importante selon l'article 147 de cette Convention, ce qui en Belgique est passible de peine pour crime de guerre et est punissable ( art



136 quater, 31°CP).

Les colonies sont construites sur des terrains confisqués à la population locale palestinienne, terrains qui ne cessent de croître grâce à l'appropriation des terres locales palestiniennes par des colonisateurs israéliens et ce, avec le soutien de l'armée israélienne. De plus, l'accès aux ressources aquifères est interdit à la population palestinienne et les réserves d'eau sont monopolisées par les colonies, comme dans la vallée du Jourdain où le manque d'eau ne permet pas à la population palestinienne de développer son agriculture de façon durable. Finalement, les villages palestiniens dans la vallée du Jourdain sont constamment menacés de destruction par l'armée israélienne ; ainsi en 2010 le village d'Al Farasiya a été presque totalement détruit à deux reprises. Tout cela revient à de la destruction et de l'appropriation non justifiées de biens pour des besoins militaires. De plus, cela est exécuté sur une grande échelle de façon illégitime et intentionnelle, alors que c'est interdit explicitement par art. 53 de la 4ème Convention de Genève. Il s'agit ici d'une infraction grave (article 147) à cette Convention et en Belgique cela est passible de peine pour crimes de guerre sous (art 136quater, 31°CP).

Les produits agricoles cultivés dans ces colonies sont donc des biens provenant de crimes et délits. Agrexco achète ces produits et prend en charge la distribution dans le Benelux, soutenue par LACHS et CAL.

Cela constitue du recel, passible de peine ( art. 505 CP). De plus, Agrexco se rend complice des crimes de guerre mentionnés ci-dessus, par le bénéfice provenant des exploitations agricoles et de ses entrepôts dans les colonies.

### **Associations soutenant cette action**

Association belgo-palestinienne | Campagne BDS comité ulb |  
Mouvement Chrétien pour la paix (mcp) | Union des  
Progressistes Juifs de Belgique | égalité

---

# Dépêche AFP : l'Israélien Agrexco accusé d'exporter illégalement

Ce constat d'huissier, établi sur le port de Sète (sud), « fait clairement apparaître que Agrexco débarque des produits provenant des colonies illégales et fraude sur l'origine des produits, les documents de certification d'origine les présentant comme provenant d'Israël », dénonce la coalition contre Agrexco qui regroupe des associations, syndicats et partis de gauche.

Ce collectif rappelle dans son communiqué que la Cour européenne de justice a jugé en février 2010 que les marchandises originaires des colonies israéliennes en Cisjordanie « ne peuvent bénéficier du régime douanier préférentiel accordé par l'Union européenne à Israël ».

Le 25 janvier, un huissier de justice, mandaté par le tribunal de commerce de Montpellier qui avait été saisi par le syndicat Confédération paysanne, s'est rendu sur le port de Sète, où les fruits et légumes d'Agrexco sont débarqués depuis octobre 2010 à raison d'un bateau par semaine.

Dans l'échantillon de documents douaniers saisis ce jours-là, l'un d'entre eux porte sur des conteneurs de dattes provenant de Gilgal et Peza'el, des colonies israéliennes en Cisjordanie, et ne comprend pas, contrairement à d'autres, la mention « préférence non sollicitée » qui signifie que l'exportateur renonce à bénéficier des préférences tarifaires.

« Nous avons maintenant la preuve factuelle de ce que nous

dénonçons depuis longtemps », a indiqué à l'AFP Christophe Perrin, de l'association La Cimade. « Nous allons pouvoir poursuivre notre action judiciaire contre Agrexco ».

Ces organisations avaient déjà lancé en septembre une action en justice contre Agrexco devant le tribunal de commerce de Créteil, en région parisienne.

La direction d'Agrexco France n'a pu être jointe. Fin décembre, l'ambassade d'Israël en France avait défendu Agrexco en soulignant que le groupe avait un « partenariat de plus de 30 ans » avec des producteurs palestiniens de la bande de Gaza dont elle distribue les produits (fraises, fleurs, herbes aromatiques) en Europe.

<http://www.coalitioncontreagrexco.net/node/58>

**A la Une du JT 19/20 Languedoc Roussillon du 18/02/2011 – France 3**

{dmotion}xh64t7{/dmotion}

**Journal Montpellier du 18/02/2011 – TV Sud**

<http://www.tvsud.fr/>

---

**Une procédure judiciaire  
révèle les violations du**

# **droit et la fraude commises par Agrexco-Carmel**

LA COALITION CONTRE AGREXCO COMMUNIQUE :

**Port de Sète :**

**A l'initiative de la Coalition contre Agrexco**

**une procédure judiciaire révèle les violations du droit et la fraude commises par la société Agrexco-Carmel**

Dans l'objectif de permettre à la Coalition contre Agrexco d'intervenir sur le plan juridique, huit organisations membres (AURDIP, AP-LR, CCIPPP, CIMADE, CONFEDERATION PAYSANNE, COLLECTIF 69, ISM, UJFP) se sont regroupées au sein d'une structure ad hoc : La coalition juridique.

Après évaluation des différentes voies d'actions juridiques possibles (pénale, civile, administrative), la coalition juridique s'est engagé en 2010 dans une première procédure civile devant le tribunal de commerce de Créteil (territorialement compétent du fait que le siège d'Agrexco-France se trouve à Rungis). Cette procédure visait à obliger Agrexco à nous fournir l'ensemble de la documentation administrative certifiant l'origine des produits importés, afin de démontrer clairement les faits que dénonce la Coalition :

- ▶ Agrexco exporte des produits issus des colonies illégales
- ▶ Agrexco ne respecte pas la législation européenne

Une première audience s'est déroulée en décembre 2010 lors de laquelle Agrexco a demandé au juge de Créteil le renvoi de l'affaire.

Un fait nouveau nous a conduit à entreprendre une nouvelle procédure. En effet, comme vous le savez, le blocage du port

de Marseille par les dockers pendant le mouvement social de l'automne a accélérer le transfert des activités d'Agrexco vers le port de Sète. Depuis octobre 2010, les bateaux d'Agrexco arrivent à Sète chaque mardi. Ce fait nouveau nous a offert la possibilité d'agir localement. C'est ainsi qu'une requête portée par la Confédération Paysanne, dont l'intérêt à agir avait toute les chances d'être jugé recevable, a été présentée au président du tribunal de commerce de Montpellier. La requête lui demandait précisément de nommer par ordonnance un huissier de justice, et de le missionner aux fins de se rendre un mardi sur le port de Sète pour assister aux opérations de débarquement, interroger les personnes présentes assurant la direction de ces opérations, et se faire remettre tout document sur les produits débarqués, notamment ceux concernant la certification de leur origine.

Le président du tribunal de commerce de Montpellier a jugé recevable la requête présentée et à signé une ordonnance en ce sens. L'huissier est intervenu le 25 janvier sur le port de Sète et vient de rendre son rapport. Le contenu du rapport sera présenté demain lors d'une conférence de presse dans les locaux de la Cimade. Vous trouverez les détails concernant cette conférence de presse dans [le communiqué de presse](http://www.coalitioncontreagrexco.net). ([www.coalitioncontreagrexco.net](http://www.coalitioncontreagrexco.net))

---

# Action Contre Agrexco en Belgique

# BLOCAGE DE L'AEROPORT DE LIEGE CONTRE LES EXPORTATIONS D'AGREXCO

---

**Communiqué de Presse** – Vendredi 11 février 2010, Bierset, Liège

**Les exportations de marchandises en provenance des colonies israéliennes illégales en Palestine sont bloquées.**

Ce 11 février, vingt militants de la paix bloquent la sortie des camions de la filiale belge de la société israélienne Agrexco qui est établie sur l'aéroport de Liège. Ils protestent contre l'importation de marchandises provenant des colonies israéliennes en territoire palestinien occupé.

Ce commerce, selon les militants, est d'une violation du Droit International Humanitaire. Ils veulent, par leur action, éviter qu'Agrexco propage des produits illicites sur le marché européen.

Action pour la Paix et Vredesactie salue cette initiative et demandent au gouvernement d'agir contre les entreprises qui se rendent complices de crimes de guerre. Ils appellent les citoyens à porter plainte contre Agrexco et ses partenaires. Cette action de plainte s'inscrit dans la campagne War Starts Here qui dévoile nos liens économiques avec les guerres en cours. Action pour la Paix et Vredesactie montrent que le levier économique est l'un des moyens pour éviter ou résoudre ici-même les conflits.

## **Le blocage**

Les militants se sont enchaînés aux portes de sortie de l'entreprise de distribution LACHS sur l'aéroport de Liège, pour bloquer les camions qui transportent les marchandises Agrexco. Ils exigent des garanties que les produits

commercialisés par Agrexco ne proviennent pas des colonies illégales en territoires occupés palestiniens. Tant que la société ne donne pas ces garanties, ils veulent que le gouvernement arrête les flux suspects.

Flickr : <http://www.flickr.com/photos/actionpouurlapaix/>

Twitter : <http://twitter.com/#!/ActionPaix>

### **Pas de Saint-Valentin pour la Palestine**

Ces biens exportés d'Israël vers l'Europe par Agrexco sont principalement des légumes, des herbes, des fruits, du vin et des plats cuisinés. Mais en cette période de Saint-Valentin, on atteint un pic dans l'exportation de fleurs vers nos régions. Ces marchandises sont transportées par avion par la compagnie israélienne CAL, stockées et distribuées par la société de transport LACHS, une filiale d'Agrexco et de CAL. LACHS est la plaque tournante de la distribution européenne d'Agrexco et avait son siège à l'aéroport de Liège. Agrexco est détenue pour moitié par le gouvernement israélien.

Certains des produits Agrexco viennent de colonies israéliennes illégales en territoires palestiniens occupés. Ce commerce est de plus en plus sous le feu parce que la politique d'occupation d'Israël viole les Droits de l'Homme. Un militant se pose la question: « Les fleurs que nous achetons ici sont-elles cultivées sur des terres volées, avec de l'eau potable de personnes qui ont été chassées de leurs terres. Voulons-nous vraiment contribuer à ces pratiques? »

### **Colonies de peuplement illégales**

Les colonies dans les territoires occupés causent de pauvreté et de discrimination pour les 2,4 millions de Palestiniens qui vivent en Cisjordanie. Les Palestiniens doivent déjà se conformer à la rareté des ressources naturelles comme la terre et l'eau, mais, en plus, se voient contraints de les céder aux colons. Les colonies illégales et leurs infrastructures rendent pour plus de la moitié de la Cisjordanie la vie quotidienne des Palestiniens impossible.

La politique d'occupation d'Israël est une violation du droit

international. L'article 49 de la quatrième Convention de Genève interdit à la puissance occupante le transfert d'une partie de sa population civile en zone occupée. Le gouvernement belge est tenu de retirer son soutien et d'empêcher la politique de colonisation. Les manifestants disent: «Le commerce de marchandises provenant des colonies doit cesser. Pour cela, nous ne devons pas créer de nouvelles lois, nous devons tout simplement faire respecter et appliquer le droit international parce que le commerce avec les colonies illégales est illégal. Les entreprises qui y contribuent devraient être condamnées. »

### **Plainte contre Agrexco**

Action pour la Paix et Vredesactie appelle à porter plainte contre Agrexco et ses partenaires CAL (Cargo Air Lines), LACHS (Liège Air Cargo Handling Services), pour recel et complicité de crimes de guerre.

Grâce à [www.actionpourlapaix.be](http://www.actionpourlapaix.be) quiconque peut télécharger un formulaire de plainte. Un guide explique comment la plainte peut être déposée. Celle-ci peut être déposée personnellement à la police belge.

Le samedi 14 mai 2011 est organisée une journée de plainte nationale. Des mesures seront prises pour que la population puisse déposer plainte contre ces trois compagnies à leur poste de police local.

Contact presse :

Contact fr : 0487 44 11 92

Contact nl : 0471 74 91 77

—

### **European Coordination Via Campesina**

[www.eurovia.org](http://www.eurovia.org)

Rue de la Sablonnière 18, 1000 Brussel (BE)

tel: +32 2 2173112



mob: +32 474 847280

fax: +32 2 2184509

skype: anneliessch

---

## **La « collaboration » des producteurs de Gaza : nouvelle tentative d'intox, nouvel échec d'Israël/Agrexco**

On sait que derrière l'opération « fraises de Gaza » lancée par Agrexco/Carmel début décembre 2009 il y a l'état d'Israël tout entier. L'entreprise d'état Agrexco/Carmel emblème de la politique agricole israélienne a été choisie pour tenter de réhabiliter l'image de l'état israélien bien mal en point après les massacres et crimes de guerre perpétrés lors de la guerre contre Gaza l'hiver dernier. La méthode consiste à présenter Agrexco/Carmel comme une entreprise au service des Palestiniens qui exporterait leur produits, faisant vivre ainsi plus de 10 000 personnes dans la bande de Gaza. L'objectif était de miner de l'intérieur la Coalition contre Agrexco en lui faisant accepter les produits palestiniens de Gaza exportés par Agrexco sous le label Coral (qui est un label israélien cf. le site agrexco). Du coup plus question de refuser l'arrivée des bateaux d'Agrexco à Vado (Italie) Sète (France) Valencia (Espagne) ou les avions chargés de fleurs à Liège et Londres. Bref c'en était fini de la campagne européenne contre Agrexco. La réponse cinglante du BNC Palestinien (Comité national Palestinien du BDS) signée de toutes les organisations paysannes palestiniennes et de tous les comités de résistance populaire, appelant au « boycott total d'Agrexco » et renouvelant son soutien total à la Coalition contre Agrexco a fait de l'opération israélienne un

fiasco total (lire la déclaration du 22/12/09 : (<http://coalitioncontreagrexco.net/node/37>)).

**Nouvelle tentative : « La collaboration des producteurs de Gaza aux côtés des israéliens à Sète » : nouvel échec !**

Le 18 janvier 2010 à l'occasion de l'arrivée, comme tous les mardis, du bateau Agrexco/Carmel à Sète, Israël a tenté une nouvelle opération de désinformation et de basse propagande.

Le CRIF, succursale israélienne en France, a invité les médias à une conférence de presse en territoire israélien, sur le bateau Agrexco/carmel à quai à Sète. L'invitation intitulée « **Une rencontre fortement symbolique entre Israéliens et Palestiniens de Gaza dans notre région sur le port de Sète** » affirme « **le soutien (du CRIF) à l'existence de 2 états, israéliens et palestiniens, vivant côte à côte dans le respect et la sécurité** » et annonce la présence à la conférence de presse « *de producteurs Palestiniens de Gaza qui font un voyage d'étude en Europe, afin d'analyser les besoins du marché européen et de pouvoir développer leur activité agricole en conséquence* » .

La manoeuvre n'est pas seulement grossière, elle est ignoble. Pendant la guerre de Gaza les israéliens ont utilisé sur leurs chars des palestiniens comme boucliers humains pour pénétrer dans les villes. Dans cette version soft des boucliers humain, mais relevant du même principe odieux, Israël met en avant des producteurs Palestiniens pour pénétrer sans difficulté dans le port de Sète et ailleurs et ainsi forcer le boycott d'Agrexco. Mais la manoeuvre a lamentablement échoué pour la simple raison que les Palestiniens ont refusé de venir à Sète et de se prêter à cette mascarade sur le bateau israélien. Le directeur d'Agrexco a annoncé penaud qu'ils avaient reçu un ordre de Ramallah leur interdisant de venir... Pas de palestiniens, pas de « rencontre fortement symbolique », pas de photos de cette prétendue collaboration « vieille de 30 ans ». Comme l'a dit très justement une journaliste en sortant : « C'était un non événement ». Un nouvel échec pour Israël/Agrexco dans leur cynique tentative pour utiliser les palestiniens de Gaza contre les intérêts de leur propre peuple !

**La collaboration des élus c'est une affaire qui marche !**

Si « rencontre hautement symbolique » il y a eu, c'est entre les israéliens et « nos » élus. Il y en a qui n'ont honte de

rien : Christian Bourquin, président du conseil Régional Languedoc-Roussillon (PS), François Commeinhes, maire de Sète (UMP) et Max Lévitá (PS) représentant la mairie de Montpellier ont assisté à la mascarade. Invités par le CRIF L.R, nos élus sont allés faire la courbette au directeur d'Agrexco et au représentant du ministre de l'agriculture israélien qui avait fait le déplacement. Rien ne les y obligeait. Le même jour où le CRIF, ligotant la liberté d'expression, réussissait à interdire à Paris un meeting de Stéphane Hessel interdisant par là l'expression de l'ambassadrice de la Palestine Leila Shahid, le CRIF L.R se présentait ici comme l'ami des palestiniens. Par leur présence nos élus ont participé activement à cette tentative de désinformation visant à banaliser les agissements d'une entreprise coloniale qui vole les terres et l'eau des palestiniens, qui fraude les douanes et viole le droit international. Par leur présence nos élus ont soutenu ouvertement Israël ! Ils auront à rendre compte, un jour ou l'autre, de cette collaboration active avec un état criminel condamné par l'assemblée générale de l'ONU pour crimes de guerre !

### **Etre à la hauteur du courage des palestiniens**

Revenons sur les questions que se posent certains sur le boycott des produits exportés par Agrexco en provenance de Gaza. Il faut le dire haut et fort, les palestiniens n'ont pas le choix ! ils cultivent, ils travaillent et exportent pour Agrexco selon ses intérêts et le bon plaisir d'Agrexco. Et quand ils viennent en Europe dans ce contexte, c'est par chantage et menaces israéliennes cela ne fait aucun doute ! Pas question de faire le moindre reproche à ces Palestiniens, nous savons qu'ils sont contraints par la situation que le blocus aggrave d'autant plus.

Mais pour autant, devrions nous renoncer à nous opposer à Agrexco ?

Ce sont les ouvriers palestiniens qui dans leur grande majorité construisent les colonies, devrions nous pour autant renoncer à lutter contre les colonies et la colonisation ?

Ce sont les Palestiniens qui ont construit le mur, devrions nous pour autant renoncer à la lutte contre le Mur ?

Il faut entendre ce que nous disent et ce que nous demandent les Palestiniens (extrait de la déclaration du 22/12/09) :

« *La campagne de lobbying d'Israël au service d'Agrexco doit*

*être considérée comme une autre tentative désespérée d'Israël et des ses groupes de pression bien huilés pour contrer la montée rapide de la campagne BDS, en peignant le boycott comme « contre-productif » et « nuisible aux Palestiniens ». En plus de sa fausseté, c'est un argument paternaliste que nous rejetons. L'appel BDS a été signé par plus de 170 partis politiques, syndicats, ONG, réseaux et associations agricoles palestiniens représentant tout le spectre de la société civile palestinienne : sous occupation en Cisjordanie et à Gaza, en Israël et en exil. De plus, un boycott total de Carmel-Agrexco a été approuvé par la totalité des syndicats et comités agricoles et de fermiers Palestiniens. Quoique bien conscients du prix que nos agriculteurs pourraient payer du fait d'un boycott complet de Carmel Agrexco, nous considérons le BDS comme le moyen de solidarité le plus efficace pour provoquer la fin des différentes formes d'oppression par Israël qui empêchent nos agriculteurs et le peuple tout entier de jouir de la liberté et des droits de l'homme. »*

Ce sont eux qui font les sacrifices en nous demandant le « boycott total d'Agrexco ». Ne pas répondre à leur demande serait non seulement les laisser se sacrifier pour rien mais bien plus grave, ce serait les trahir. Nous devons être à la hauteur de leur courage et des sacrifices qu'ils acceptent d'endurer.

JLM

18/01/2011